

le monde libertaire

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente à l'Internationale des fédérations anarchistes

n° 1271
7 au 13 mars 2002

2 €
ISSN 0026-9433



Il rase gratis !



Votez Panurge

Les guignols sont en piste

● Elections

pp. 1 et 3

● Service public

p. 4

● Insécurité industrielle

p. 5

● McDo : bilan d'une lutte

p. 8

● Kropotkine

p. 10

TOUT AU LONG des cinq années de sa mandature, Lionel Jospin s'est constamment défié des représentants des salariés tout autant que des organisations patronales.

Il semble croire en effet qu'il n'est de véritable légitimité que celle qui sort des urnes. Et, qu'une fois celle-ci acquise, elle doit s'incarner dans le volontarisme politique et son bras armé, l'État, seul capable de mener à bien de grands projets sociaux comme la réduction du temps de travail.

La gauche et ses soutiens

Le Premier ministre, en bon adepte du centralisme jacobin, a donc ignoré les représentants des salariés ou bien s'en est servi, pour les impliquer dans des réformes difficiles mais jamais pour leur faire partager les dividendes des avancées sociales. Comme si les représentants des salariés étaient les bienvenus pour porter avec le gouvernement le risque politique lié à la réforme impopulaire des retraites, mais perdaient toute légitimité pour négocier l'introduction plus gratifiante des 35 heures.

Les réactions des syndicats ont été à la hauteur de leur manque d'ambition en matière de changement sociétal. Ainsi, dans un entre-

tien à *L'Express*, en mai 2001, Nicole Notat, adepte de la négociation collective, n'a cessé de dénoncer la surdité de Jospin en matière de concertation. Concernant les organisations de salariés, elle s'est contentée de souligner « leur rôle et leur utilité ». Elle a reproché au Premier ministre, une faute politique : faire des « concessions à l'orthodoxie de gauche » et une erreur d'analyse : se croire seul « légitimé à porter les intérêts des travailleurs ».

Quant à Edmond Maire, l'ancien patron de la CFDT, il a accusé Jospin d'être à l'origine d'une « régression culturelle de la gauche » et d'avoir « réinventé la lutte des classes ».

Robert Hue, candidat d'un Parti en perte de vitesse, se satisfait des soutiens émanant des organisations syndicales et/ou associatives. Michel Deschamps, ancien syndicaliste de la FSU et membre du comité de campagne de Robert Hue, regrette que ce dernier soit « seul à s'exprimer ». Il souhaite que « (...) les ministres et les parlementaires occupent le terrain de la parole publique ».

Le 15 février à Villejuif, dans le cadre du « Forum pour un autre monde », c'est la Fédération CGT des mines et de l'énergie qui fait dans le soutien inconditionnel et qui assure le rôle de la courroie de transmission jadis dévolu à la Confédération dans son entier.

Des représentants du mouvement associatif seront aussi de la fête, démontrant si besoin était que les déclarations de neutralité ne sont que des leurres.

Pour ce qui concerne le programme d'un Parti aujourd'hui autour de 4,5%, il vous faudra repasser ! En effet, si l'on en croit Maxime Gremetz, député « stalinien » de la Somme, il n'y en a pas ! Ce dernier déclare très sérieusement : « On n'a pas de ligne, pas d'orientations concrètes... ».

« (...) Il faut dire aux gens que le PCF, s'il n'est plus là, c'est grave pour notre pays »,

Suite en page 3

Le suffrage universel

Le suffrage universel est voix de l'inconscience publique. C'est aussi l'un des plus ingénieux abus de confiance que l'homme ait inventés pour se moquer du monde. Comme le coup du rendez-vous, le coup du suffrage universel réussit toujours, avec cette différence qu'il faut quarante millions de dupes à la fois au lieu d'une. Votez rouge, votez bleu, blanc ou vert pomme, quelle que soit la couleur par vous choisie, vous obtiendrez un député marron.

Henri Jeanson

M 02137 - 1271 - F: 2,00 €



FOP 2520

Agir au lieu d'élire Supplément
quatre pages

Vie du mouvement

Tous les samedis le groupe Nada de la Fédération anarchiste tient une table de presse de 16 à 17 heures place du Murier (côté Cours La Fayette) et une permanence au Café-lecture, 2, rue Baudin de 17 h 30 à 19 heures. Groupe Nada, Fédération anarchiste, c/o ACL, BP 5137 83093 Toulon Cedex <http://fatoulon.lautre.net>

Mercredi 6 mars

Paris 4^e

Représentation spéciale pour l'Union pacifiste du film *Le procès du général Aussarres* de José Valverde. À 20 h 30 au théâtre Essanon, 6, rue Pierre-au-Lard, Paris 4^e. 20 € la place, à réserver auprès de l'Union pacifiste avant le 28 février, BP 196, 75624 Paris cedex 13. Joindre le paiement.

Vendredi 8 mars

Montpellier

Le groupe Un autre futur de la Fédération anarchiste vous invite à un débat intitulé : « Ce n'est pas de président mais de société qu'il faut changer. » À 20 h 30 à la librairie la Mauvaise réputation, 20, rue Terral.

Samedi 9 mars

Chesnay-Versailles

Pour dire non aux callotins et autres anti-IVG ainsi qu'à leur justice bienveillante, les Amis du chat noir turbulent de Saint Quentin en Yvelines, les syndicats CNT 78, et d'autres organisations appellent à un rendez-vous à 13 h 30 à devant l'hôpital Mignot (Chesnay) pour se rendre ensuite sur la préfecture de Versailles.

Photos et illustrations : droits réservés

Chelles

« L'antiglobalisation, le monde n'est pas une marchandise » Débat organisé par le groupe Sacco-et-Vanzetti de la FA, avec José Bové, porte-parole de la Confédération paysanne (sous réserve d'emprisonnement) et Gilles Luneau, journaliste indépendant spécialiste des questions agricoles et rurales. À 20 h 30, salle Albert-Caillou, 21, rue Albert-Caillou.

Gand (Belgique)

Deuxième foire internationale du livre alternatif et libertaire (livres, conférences, expositions, projections vidéo), de 10 heures à 20 heures, entrée libre, Kraankindersstraat 2.

Nîmes

Le groupe Gard-Vaucluse de la FA organise une réunion publique sur le thème « agir au lieu d'élire ». Le débat est prévu à 20 h 30, au Centre culturel Pablo Neruda de Nîmes, salle 2. Entrée libre.

Paris 18^e

« Sortez-les du placard. » Journée de soutien aux prisonniers du cannabis au Trianon, de 16 heures à minuit. Débat, concert. La Fédération anarchiste tiendra un stand.

Paris 11^e

Forum avec Théo Simon auteur de *Drogues, contre la criminalisation de l'usage* à 15 heures à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot.

Rouen

Débat sur : « Corps, énergie, politique », avec Jacques Lesage de La Haye, à l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Agenda



Lundi 11 mars

Paris 5^e

À 17 h 30, rencontre avec le RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants) à Jussieu (M^e Jussieu devant la façade. Échanges, débats, etc.

Mercredi 13 mars

Roanne

Conférence-débat sur « l'anarchisme dans le monde moderne » avec Philippe Pelletier. À 18 h 30, salle municipale de Riorges, place Jean-Cocteau.

Jeudi 14 mars

Chalon-sur-Saône

Le groupe La Vache noire de la FA et le groupe libertaire organisent une réunion publique sur le thème de « l'éducation libertaire » en présence d'intervenants de l'école Bonaventure d'Oléron. À 20 heures à la maison des syndicats.

Vendredi 15 mars

Rennes

Le groupe La Commune de la Fédération anarchiste organise à 20 heures, au « Mondo Bizarro »,

264, avenue du Général-Patton, un concert avec Shortcut (fast hardcore), les Rastapopoulos (drunk punk) et les Légumes (punkcore). Entrée 5 euros.

Samedi 16 mars

Marseille

Cycle de discussion autour du thème « Les quatre saisons de l'anarchisme » par G. Roth. Second volet, « L'automne » Le déclin face au léninisme et au stalinisme. À 15 heures au local du Cira, 3, rue Saint-Dominique.

Nantes

Rassemblement contre le sécuritaire et les violences policières à l'occasion de la Journée internationale contre les brutalités policières, place du Commerce 14 heures, à l'appel de la Fédération anarchiste, le Groupe accueil service promotion des immigré(e)s (GASPROM), Libertaires unitaires Nantes estuaire (LUNE), SCALP. Renseignements : 06.71.53.72.75.

Samedi 23 mars

Paris 18^e

Réunion-débat : « Portraits de femmes dans le mouvement anarchiste (1880-1914) » avec Sophie Kerignard. À 15 heures, à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e (M^e Blanche ou Abbesses). Entrée libre.

Lundi 25 mars

Paris 7^e

Ouverture de l'exposition sur Jules Grandjouan, qui se déroulera jusqu'au 15 juin. Présentation d'un

siècle d'iconographie politique. Musée d'histoire contemporaine-BDIC, Hôtel national des invalides, 129, rue de Grenelle, Paris 7^e. Entrée 5 euros.

Vendredi 29 mars

La Seyne-sur-Mer

Vidéo-conférence au sujet de *La Cécilia*. L'histoire d'une communauté d'anarchistes italiens fondée au Brésil, à la fin du XIX^e siècle, racontée par l'historienne Isabelle Félici. La soirée est proposée par le groupe Libertad. À 19 heures, Le Constay, 38, rue Berny. PAF : 3,05 euros.

Samedi 6 avril

Paris 11^e

À 16 h 30 à Publico, projection-débat de « À Tivavouane, des alternatives sociales et éducatives au Sénégal » aux éditions Bonaventure et du Monde libertaire. Documentaire de 46 minutes.

Vendredi 12 avril

Paris 11^e

Meeting « Quelle alternative aux élections ? Agir au lieu d'élire, le délire sécuritaire, ... » à l'Ageca, 177, rue de Charonne. Organisé par les groupes FA de la région parisienne.

Forum Léo-Ferré

8 et 9 mars

Vincent Absil.

13 mars

Gérard Gouarin, spectacle Bernard Dimey

Éditorial

MISERE de notre démocratie officielle, les prochaines échéances politiques sont toujours là pour bien nous faire comprendre et bien nous faire admettre que nous sommes quasi obligés de jouer au petit jeu électoral.

Spécificité de notre engagement anarchiste, nous nous singularisons par notre antiélectorisme comme par notre antimilitarisme. Certes ce dernier à toujours ses aficionados mais les temps ne sont plus où les jeunes venaient en nombre pour nous rencontrer au seul motif, et à juste titre d'ailleurs, qu'ils vomissaient l'armée. Difficile dorénavant pour nos seules positions traditionnelles envers la classe politique d'attirer de nouveaux militants ou de nouvelles bonnes volontés. Mais céder à l'électorisme nous contraindrait à renoncer à nos principes.

Admettons d'ailleurs cette vraisemblance, et beaucoup s'y préparent, un duel Jospin-Chirac. Les grands projets de société de l'un comme de l'autre restent suffisamment flous et particulièrement insipides. Les cent une propositions de François Mitterrand, il y a vingt ans, avaient au moins le mérite d'être claires. Certes peu de militants anarchistes y croyaient, mais au moins il y avait un vrai

projet. On allait voir ce qu'on allait voir. On a vu... Cette fois-ci les dés ont l'air d'être particulièrement bien pipés. D'un côté l'incarnation d'une France réactionnaire et conservatrice et de l'autre une volonté farouche et inassouvie de frilosité. Ça fait vachement envie.

Tiens en parlant de vaches, signe des temps, les élections se gagnent maintenant au Salon de l'Agriculture. Trois petits tours derrière des étalages de charcuterie, un verre de blanc, une bonne claque au cul du taureau, un coup de sifflet admiratif sur ses génitoires et c'est d'un seul coup dix pour cent de gagnés. C'est tellement plus neuf, tellement plus rassurant et terriblement plus efficace que ces grands meetings pharaoniques à usage des seuls militants tétanisés de plaisir et pétris de certitudes.

Et pendant ce temps là, les Japonais travaillent, les Irlandaises n'avortent toujours pas légalement, les cohortes de crève-la-faim qui n'ont rien demandé à personne s'empilent dans des camps, rançonnés et violés par le personnel du HCR, j'allais écrire par leurs géoliers. Rien n'a vraiment changé. Si, peut-être : la coiffure de Christine Boutin, mais ça...

Directeur de publication : Jacques Toubert
Commission paritaire n° 0906 1 80740 - Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde
libertaire

Rédaction - Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
3 mois 13 n ^m	20 €	32 €	27 €
6 mois 25 n ^m	38 €	61 €	46 €
1 an 45 n ^m	61 €	99 €	77 €

Abonnement de soutien : 76 €

Abonnement étranger : les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèque postal (CCP).

Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement)

(En lettres capitales)

NOM Prénom.....

Adresse

Code postal Ville.....

Pays

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

Les guignols sont en piste

Suite de la Une

voilà ce qu'a trouvé à dire Bernard Sobel, directeur du théâtre de Gennevilliers et intime de Robert Hue. En guise de programme nous avons là le fin du fin. Aucune autocritique concernant les errements et les reniements. Aucune amorce de remise en cause de la politique passée et présente du PCF. Tout juste la volonté de garder le Parti parce que c'est nécessaire ! Mais pour cela n'y a-t-il pas le musée Grévin ?

Chevènement, monsieur troisième homme, a eu, lors d'un meeting à Nice, des propos très durs pour ces deux principaux adversaires². Il y a stigmatisé les deux candidats favoris des sondages en les renvoyant dos à dos et en les déclarant tous deux « mus par leur ego et leur passion du pouvoir ». De Chirac, il affirme que son bilan est « nul » et son projet « creux », assurant même que le Président en exercice « ment avec conviction ». Des socialistes, il moqua leur « catalogue de la Redoute » qui masquerait mal l'absence de projet...

Chevènement, en développant son programme, met le paquet sur la sécurité en déclarant que dans les cents jours qui suivraient son élection, il prendrait trois mesures « propres à changer l'air du pays ». Des lois sur les mineurs, la police et la justice sont au cœur d'un projet fait de fermeté et de ringardisme. Les sauvagions, les sans-papiers du reste auraient du souci à se faire avec l'ancien « sinistre » de l'Intérieur à l'Élysée.

Par ailleurs, Max Gallo ne réunit-il pas autour de son candidat préféré, toutes les bonnes volontés « nationales », qu'elles viennent de gauche, de droite... de partout ?

Mamère, monsieur roue de secours, après s'être fait débarquer par ses propres troupes, a repris le chemin des plateaux de télé... Poil à gratter de la gauche plurielle, il amuse la galerie en stigmatisant sur l'avant-scène la position des socialistes plutôt favorable au nucléaire et en négociant, dans les coulisses, avec ces mêmes socialistes, à propos des places à prendre lors des législatives. En guise de hors d'œuvre, la tambouille électorale vous propose : crevettes roses sur lit de salade verte !

La droite et ses appuis

Le Président sortant, Jacques Chirac, va s'appuyer sur un programme musclé s'articulant autour de trois grands thèmes « sûreté, liberté et nation ». Toute l'attention sera portée sur les inquiétudes des électeurs et, le slogan « impunité zéro » montre, si besoin était, à quel point le locataire de l'Élysée est prêt à les caresser dans le sens du poil.

Un libéralisme à tout crin vient aviver les ambitions et réveiller les appétits de l'opposition. Ainsi pour ce qui concerne la couverture sociale, Chirac est favorable au développement des assurances complémentaires et notamment les

assurances privées. Ce faisant il favorise les démarches individuelles y compris par le biais d'exonérations et donc d'incitations fiscales. Autant dire que seuls les revenus élevés (40 % des Français ne paient pas d'impôts) en bénéficieront. C'est en quelque sorte la mort annoncée de l'actuel système de solidarité (pourtant déjà bien limité).

Douste-Blazy qui a déclaré ne

Il est vrai que de droite à gauche les candidats piochent sans vergogne dans son « programme » et reprennent ses « idées » sécuritaires.

Viennent s'ajouter à la liste déjà longue des amuseurs de galeries, deux ou trois écologistes, une radicale de gauche et trois trotskistes³. Ces derniers viennent nous répéter, une fois encore, que les périodes électorales sont des moments privilégiés pour porter leurs programmes à la connaissance de tous. Ils entretiennent l'illusion du changement

et tout est rentré dans l'ordre. Les patrons ont pu poursuivre leurs mauvais coups en toute impunité.

Jospin, dans le rôle dangereux du pompier chargé d'éteindre tous les incendies – même quand ils éclataient dans le privé (Michelin, Danone, Moulinex) – a bradé l'héritage d'une gauche convertie à l'idée de compromis social.

Et au plan européen

La social-démocratie française et son homologue allemande ont, le 20 janvier 2002 à Berlin, mis la dernière main à un texte d'orientation commun intitulé : « Bâtir ensemble l'avenir de l'Union européenne ».

Une récente réunion, à Saint-Jacques-de-Compostelle, des ministres de l'Intérieur et de leurs homologues de la Justice des 15 de la CEE, a permis la mise en place du mandat d'arrêt européen. Le ministre ibérique de la Justice a déclaré : « Un pas important a été franchi vers l'Europe des libertés, de la sécurité et de la justice. » En fait, il s'agit là de mesures communautaires tendant à réguler les flux migratoires, à blinder la porte sud de l'Europe. Une future police commune des frontières est envisagée à moyen terme.

En guise de conclusion

Pendant que vous votez, eux ils profitent ! Pendant que les travailleurs et les exploités délaissent le terrain des luttes sociales pour devenir de dociles électeurs, les

politiciens, toutes tendances confondues et leur alliés capitalistes leur préparent des lendemains qui déchantent... Les patrons s'emploient à faire croire leurs marges bénéficiaires, au besoin en licenciant tous ceux qu'ils jugent « non rentables » et les édiles européens bâtissent des murailles pour protéger leurs prébendes.

Loin de promouvoir la démocratie, la classe politique la réprime constamment. Les mobilisations contre la mondialisation, contre les politiques sécuritaires, contre les OGM, le nucléaire et les risques industriels, les luttes aux côtés des sans-papiers se retrouvent le plus souvent en butte aux condamnations de l'injustice bourgeoise.

L'illusion électorale, nous l'avons déjà signalé, retarde la prise de conscience qui ne peut naître que de la pratique de l'action revendicative et collective.

Loin des urnes, c'est en agissant au sein des luttes sociales que nous favoriserons le développement d'une véritable démocratie.

Edi Nobras

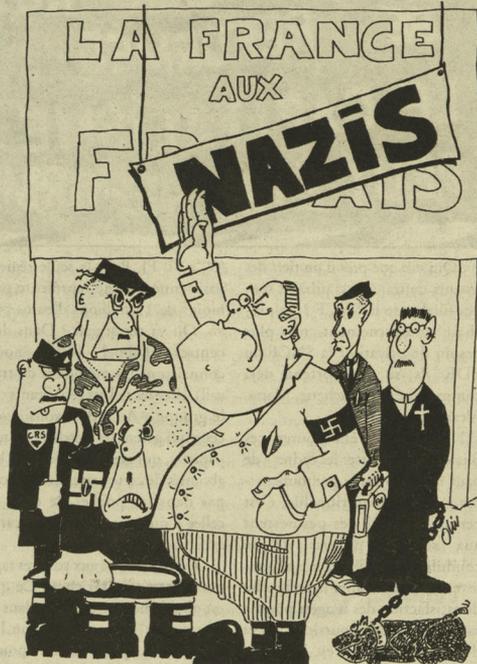
1 Un représentant d'ATTAC et l'avocat du Mouvement des sans-terre du Brésil...

2 Propos rapportés dans *Le Monde* du 16 février.

3 Casseroles ou affaires, comme vous voulez.

4 Signalons que le candidat de la LCR compte parmi ses soutiens monseigneur Gaillot et que la candidate de LO est appuyée par Mme de Fontenay. Lutte des classes qu'ils nous disent !

5 Qui a remplacé, dès 1997 Jean Gandois le président fragilisé du CNPPE.



pas croire au « troisième homme » ne semble pas plus convaincu par le poulaïn de son écurie, un certain Bayrou. D'ailleurs, plus personne ne semble y croire à ce candidat sans consistance et sans électeurs. De Charrette déclare à qui veut l'entendre qu'il ne désire même pas « participer à la campagne de François Bayrou ». Au même moment, de Robien, directeur de campagne du candidat UDF, dénonce « ceux qui s'emploient à miner le centre droit par leur manque de loyauté ».

Madelin veut être le candidat « anti-Jospin », tout en annonçant à l'avance que les voix qu'il aura recueillies au premier tour « ne se marchanderont pas » mais « se mériteront ». Des voix qui « ne seront pas trompées une fois de plus » insiste-t-il.

Pasqua, ancien « sinistre » de l'Intérieur, lui aussi, se plaît à déclarer, au milieu des bruits de casseroles⁴ qui couvrent sa voie, qu'il a organisé des rencontres entre Chirac et Le Pen... en 1988. La chute de la maison Pasqua n'épargnerait pas la chute du grand escogriffe.

Le Pen, toujours à l'aise dans ses brodequins tricolores, joue une fois de plus la partition « sécuritaire, nationaliste et franchouillarde ». Ses discours aux relents poujadistes font frémir d'aise tous ceux qui « préfèrent l'original aux copies ».

par les urnes et participent, ce faisant, de l'abandon des luttes !

Voilà les bateleurs en piste, prêts à vous faire toutes les promesses, prêts à vous courtiser, prêts à vous trahir comme ils l'ont déjà fait !

Une fois de plus, le manque de sérieux des candidats à l'élection n'aura d'égal que leur soif de pouvoir. Promesses... paroles... promesses... paroles, etc.

Et pendant ce temps, le patronat

Et pendant ce temps là, un certain Ernest-Antoine Seillière⁵, le 15 janvier 2002 à Lyon, a fait entériner son programme très libéral par 2 000 patrons officialisant dans le même temps l'entrée du patronat dans l'arène présidentielle. À un CNPF du compromis social a succédé un MEDEF du combat politique. Quelques jours seulement après l'annonce concomitante par Michelin d'une progression de ses bénéfices et de 7 000 suppressions d'emplois, la gauche plurielle, PCF en tête, a rappelé Jospin à ses devoirs d'homme du « camp du progrès » et a exigé de lui que la loi donne un coup d'arrêt à ces « licenciements boursiers ».

La politique, en l'occurrence la cohésion de la majorité gouvernementale, a vite repris le dessus

Y'en a ras la pub, dans le métro !

IL Y A DEUX CHOSES (au moins) qui choquent toute personne normalement constituée quand elle arrive à Paris en métro. Premièrement, tout est fait pour l'empêcher d'entrer. C'est quasiment impossible d'entrer dans ce métro normalement : essayez avec une valise, un ou deux sacs de voyage, une poussette, des gamin(e)s... À croire que la RATP refuse du monde.

La seconde, c'est la pub ! Il y en a partout : sur les portes d'entrée des stations, sur les tourniquets, les couloirs de correspondances, les escaliers, les quais des stations, et même dans les rames de métro, des bus, des trams... Combien ? Bonne question.

Rien que dans le métro (sans le RER ni la SNCF), nous situons la fourchettes entre 35 000 et 40 000 espaces publicitaires de toutes tailles ! Vous en rajoutez 11 000 pour les bus et 13 000 pour les Abris bus¹. Pour la RATP, c'est donc un total de 50 000 à 60 000 – au minimum – agressions publicitaires régulières.

En dehors de l'image que la publicité véhicule, c'est un vrai trésor de guerre qui dort quelque part. Le chiffre exact est impossible à trouver, secret défense ! Évidemment, car il faudrait rendre des comptes, notamment sur ce que ce réseau publicitaire rapporte.

Un euro par jour et par espace de locations rapporterait : 13 millions d'euros par an pour le métro ! (83 millions de francs) et 8,5 millions d'euros pour les bus et les trams (55 millions de francs).

À votre avis, Un euro par jour, est-ce ce que payent les marques qui s'affichent ? Où va l'argent de la pub ? Qui se sucre avec l'argent du service public ? Pas les usagers ! Où passent les millions d'euros de la pub ? Pas dans les poches de ceux qui payent des amendes. Non content de nous agresser ou de nous traiter comme des pots de yaourt (surtout les femmes), la pub ne sert même pas à améliorer nos conditions de transport quotidiennes.

Qu'on la supprime ou qu'elle finance la gratuité des transports !

1 Ces chiffres ont été obtenus grâce à un petit document de la RATP (Statistiques 1999).

Arguments

LES LECTRICES et les lecteurs du *Monde libertaire* connaissent la devise préférée du capitalisme : privatisation des bénéfices, socialisation des pertes ! Slogan largement sponsorisé par le gouvernement de la « gauche poubelle ».

Ce qui est moins connu, c'est comment au jour le jour, JM. Messier, Lagardère et ses petits copains du MEDEF vampirisent, pompent les richesses produites par l'ensemble de la population et ré-investies en partie dans le service public. Après les vagues de privatisations sèches, des formes de privatisations plus insidieuses, plus pernicieuses, sévissent. La plus connue est la délégation de service public, mais ce n'est plus la seule.

Pile tu perds, face je gagne !

C'est la loterie capitaliste. Par peur de se heurter au mécontentement de la population et des salariés concernés, les décideurs – entendez les politiciens, les patrons et quelques fois les certaines fédérations syndicales – ont décidé de contourner le problème. La plus ancienne des méthodes est l'externalisation des tâches : les secteurs les plus touchés sont les cantines (scolaires de préférence), les services des eaux, le ramassage des déchets, les réseaux de transports. Les contrats sont juteux et présentent deux avantages : les salariés sont souvent défaits de garanties sociales chèrement acquises et les usagers sont captifs. Cette formule a été très longtemps la préférée des élus, car elle leur garantissait des revenus conséquents et des caisses pleines (celles de leur parti).

De plus, la multiplication des « groupements de communes » des syndicats intercommunaux, de sociétés d'économie mixte ou de communautés de communes, éloignent encore un peu plus, un possible contrôle direct des citoyens sur leurs élus. Ceux-ci ne sont plus directement « responsables » des marchés qui sont passés. Ils peuvent donc en toute mauvaise foi se décharger de la pression des mécontents sur un organisme construit justement pour épaissir le brouillard qui entourent leurs décisions. La généralisation de cette méthode nous renforce dans notre refus de participer à l'appareil étatique de base qu'est la commune.

Enfin, quand les patrons ne peuvent pas augmenter leurs bénéfices en abaissant leurs coûts sociaux ou en augmentant leur tarif, ils garantissent leur marge de profits par contrat !

En clair, quand une entreprise – dans le cadre d'une délégation de service public – ne réussit pas à dégager une marge dans son budget annuel alloué à la réalisation d'un service, elle fait jouer une clause spécifique qui lui garantit – malgré tout – un bénéfice de 2% ou 4% du budget prévu. Charge aux usagers, aux élus, donc aux

Quand le capitalisme s'engraisse sur le service public

citoyens de mettre la main dans leur porte-monnaie pour remplir les poches de ces *pôvres* capitalistes. Avec la complicité des politiciens, ces canailles capitalistes arrivent à financer leurs salaires par les impôts.

Autre exemple Orly-Val : projet que toutes les études techniques avaient présenté comme déficitaire et qui a été – malgré tout – concédé à MATRA. Pourquoi ? Parce que M. Lagardère avait besoin de mettre sur la carte de visite du VAL, la « prestigieuse capitale ». Moins de deux ans plus tard, l'État a été obligé de rétrocéder de force à la RATP ce joujou capitaliste. C'était devenu un gouffre financier ! Privatisation des bénéfices, Socialisation des pertes !

La filialisation, « cheval de Troie » de la privatisation rampante

Depuis quelques années, il ne se passe pas un mois, pas une semaine sans que nous apprenions la création d'une filiale par une grande « entreprise » publique (ce terme n'est pas employé par hasard). EDF, La Poste, la SNCF, la RATP, l'Assistance Publique, etc., tous ces services publics se défont de certaines de leurs missions grâce à des sociétés (internationales de préférences) montées de toutes pièces. Exemple : pour produire de l'énergie dans une centrale « classique », « on » utilisera les services de plusieurs sociétés qu'EDF a créées spécialement : une société de trading pour l'achat du charbon (boite internationale spécialisée dans la spéculation financière autour des matières fossiles, du gaz, du pétrole, etc.), une société de transports maritime, puis une autre pour le transport fluvial. Après la « Centrale », le courant produit utilisera les lignes haute-tension de RTE – société propriétaire du réseau de distribution de l'énergie électrique – enfin EDFGDF services qui comme son nom l'indique s'occupe du client (on ne dit plus usager, c'est ringard).

RTE vient de créer une filiale commune avec les poids lourds du web afin de nous louer une seconde fois son réseau « haute tension » (de fibres optiques) pour y faire passer l'Internet « haut débit ». Je vous passe toutes les sociétés de gardiennage, de nettoyage, les boîtes d'intérim qui permettent de se défaire des tâches les plus insalubres. Au final, ce sont les consommateurs qui paieront les différentes factures que le capitalisme nous a laissés.



Qui sait que près d'un tiers des réseaux de transports urbains sont des filiales de la SNCF ? Le prochain gouvernement n'a plus besoin de privatiser la SNCF ou EDF, ils se comportent déjà comme Vivendi, Hachette, Matra, Alcatel, ou IBM.

À quoi servent toutes ces filiales ? À engraisser les cadres « de haut niveau » qui « pantoufflent » sur le dos du contribuable, c'est certain. Ces filiales permettent aux services publics de se conduire comme les pires capitalistes. D'abandonner la recherche de satisfaction des usagers pour la satisfactions des boursicoteurs et des places financières. Mais pas seulement, ces circuits sont surtout des pompes à frics pour le capitalisme. Chaque intermédiaire est l'occasion de s'engraisser sur le dos de l'usager final, notamment les sociétés de services et celles qui gèrent tous ces circuits financiers (les banques, etc.). Officiellement le service public est sauvegardé, dans les faits, il agit déjà comme Vivendi, Matra ou Microsoft. D'ailleurs, ces réseaux ressemblent étrangement à ceux qui ont été mis au point pour blanchir l'argent « sale » (comme si le capitalisme pouvait produire de l'argent propre).

Gaysot à la pointe du combat... libéral

En 1997-98, le collectif Barbès démontra comment EDF finançait une partie de ses actions sociales avec l'argent des précaires, des chômeurs. La prochaine bonne action de la gauche « poubelle » constituée cas d'école. Gaysot (ministre libéralo-communiste) pour re-roguir son verni social va sortir une « carte de solidarité transports ». Celle-ci donnera accès à 50% de réduction sur les réseaux de transports. La population visée est celle qui bénéficie de la CMU, soit 4,5 millions de personnes. Le coût de gestion de cette carte est évalué par le ministère des Transports à environ 10 euros par dossier et par an

(60 à 70 F). Pour la seule région parisienne cela ne représente pas moins de 15 millions d'euros par an. Où va cet argent ? Dans des centres d'appel (dont nous connaissons les méthodes de travail), chez les tickets restaurants ou le groupe « Accord » (vous savez ceux qui gèrent les hôtels des sans-papiers), qui gèrent peut-être les abonnés de cette carte. En tout cas pas dans les poches de ceux et celles à qui cette soit disant carte est censée être distribuée.

Faire la charité aux pauvres rapporte surtout aux riches ! Ce qui est doublement scandaleux dans la mesure où nous savons que les réseaux transports urbains pourraient être gratuits du jour au lendemain. Et que dans le même temps, la goche poubelle criminalise la fraude (6 mois de prison pour dix amendes non payées).

Complicité du syndicalisme d'accompagnement

Toutes ces privatisations « cachées » se font avec l'accord tacite des organisations syndicales qui co-gèrent ce système. Le corporatisme syndical règne en maître dans ces services publics. Il dévoie le syndicalisme véritable notamment en favorisant le chacun pour soi, y compris quand les avantages obtenus par certains, se font directement sur le dos d'autres travailleurs. Je ne parle pas des militants de terrain, qui la plupart du temps sont réellement attachés à une vraie notion de service public (égalitaire, donc gratuit). Je parle de ceux qui co-dirigent et accompagnent la vision « stratégique » des directions vers un service public libéral européen, incontestable paraît-il. Les anciens staliniens, les ex de la Ligue, nous re-font le coût du « sens de l'histoire ».

Cet hiver, à l'Éducation nationale, à la Culture, à l'Équipement, pendant que certains signaient des accords locaux sur l'ARTT et la réduction des missions de proxi-

mité, près de 90% des services étaient touchés par des grèves. En 1986, les confédérations ont eu à faire face à l'émergence des coordinations. En 1995, ces confédérations ont eu l'intelligence de prendre le mouvement dès le début voire de le susciter (c'était plus facile contre Juppé que contre Jospin). Lors des prochaines élections professionnelles, certains paieront très cher cette attitude, mais je peux parier que c'est l'ensemble des fédérations qui se sont en partie déconsidérées. Les élections professionnelles sont-elles en passe de reproduire ce qui s'est passé il y a plus d'une dizaine d'années dans l'espace politique ? Désertion et rejet d'une représentation qui ne représente plus qu'elle-même. Salariés et citoyens ont une vision du rôle des services publics qui ne correspond plus au projet des « décideurs » politiques capitalistes et syndicaux.

Gestion directe des services publics

C'est le moment où les libertaires doivent agir et proposer leur projet. Avancer des revendications en rupture avec le capitalisme, mettre en place des pratiques pour que salariés et usagers reprennent le contrôle de ce qui leur appartient : le service public !

Contrairement à ce que les déçus du marxisme et du socialisme étatique tentent de faire croire ce n'est pas l'État qui disparaît (la police, les prisons, l'armée n'ont jamais eu autant de moyens), mais le service public qui est dépecé. Ce n'est pas la qualité du propriétaire qui compte (État ou entreprise privée) mais l'utilité sociale et l'égalité d'accès qui détermine la notion de « services publics ».

Remettre les besoins des usagers au centre des missions, assurer le contrôle de ces services directement par les habitants et les salariés (comme pendant la Commune de Paris) en instaurant la révocabilité des dirigeants. Ces objectifs sont en rupture avec la logique capitaliste. Ce que ni la gauche, ni l'extrême-gauche ne veut, c'est à nous de la proposer aux habitants de nos quartiers !

Wally

Groupe Louise-Michel

Si les élections pouvaient changer la vie, elles seraient interdites depuis longtemps...



FÉDÉRATION ANARCHISTE • 146 RUE AMBLOTT 75011 PARIS
Autocollant disponible à Publico

Samedi 9 mars, sortons du placard !

L'ACADEMIE de médecine et l'Office parlementaire des choix scientifiques se positionnent très clairement contre la « banalisation » du cannabis. A deux jours d'intervalle, ils ont fait part de leur inquiétude sur les conséquences sanitaires de la consommation de cannabis.

Les réacs contre-attaquent

S'appuyant notamment sur l'expertise de l'Inserm (Novembre 2001) et sur les récentes contributions de l'Académie nationale de médecine, Cabal, député RPR rapporteur d'un texte parlementaire, considère entre autres que la question du risque de développement de maladies mentales « reste ouverte », et « retient parmi les risques engendrés par cette drogue l'aggravation des psychoses, délires hallucinatoires et schizophrénies ». Pour justifier cette prise de position, ces prohibitionnistes s'appuient notamment sur de récents travaux neurobiologiques réalisés sur des souris. Ces expériences, présentées par le professeur Costentin (CNRS), tendraient à suspecter que le cannabis « suscite une dépendance physique » assimilable à celle d'une drogue dure et pourrait être un facteur révélateur ou aggravant de la schizophrénie. Cela nous rappelle une fois de plus les manipulations des moralistes des décennies précédentes (Nahas...) alors qu'il suffirait plutôt que d'utiliser les souris, aller par exemple en Hollande pour analyser les questions de santé sur une échelle réelle et humaine.

Ce discours relayé par les médias est tellement crapuleux que même certains chercheurs, représentants d'institutions se sont sentis obligés de réagir... Tassin, neurobiologiste au Collège de France et directeur de recherche

à l'Inserm, remet vigoureusement en cause les interprétations tirées de ces expériences sur l'animal ; regrettant que « la parole d'un chercheur isolé prenne le pas sur les travaux menés... et nous fasse retomber dans les débats idéologiques et la diabolisation ».

« Quand parlera-t-on sereinement du cannabis ? », s'interroge Nicole Maestracci, présidente de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt), qui avait demandé à l'Inserm de réaliser cette expertise.

Le 9 mars au Trianon

La réaction tente donc de manipuler les résultats scientifiques ou de nous rappeler une banalité que l'on ne nie pas : oui le cannabis est une drogue. Et comme toute drogue elle comporte des dangers de santé, de comportement comme en voiture. Cela nécessite donc de poser la question de sa gestion individuelle et collective mais de refuser l'interdit qui empêche toute politique de prévention sans pour autant réduire son usage, qui aujourd'hui se généralise !

Pendant ce temps, le 9 mars les antiprohibitionnistes décident de réagir. Cette action est destinée d'abord à faire connaître la situation de Jean-Pierre Galland, condamné à 300 jours-amende à 300 F en vertu de l'article L.630 du code de la Santé publique. Jean-Pierre Galland a pris la décision politique de ne pas payer ses jours-amende (le montant de 90 000 F excédant son revenu annuel soit 75 000 francs en 1999), il est donc incarcéré depuis le 27 février.

« L'événement sera l'occasion de dénoncer la répression qui frappe les consommateurs de drogues interdites et ceux qui les défendent au travers de trois affaires exem-

plaires, Jean-Pierre Galland pour en avoir parlé, Jérôme Expuesto pour avoir fait les courses pour les copains, Michael Blanc, pour une affaire à la Midnight Express qui révèle ce que donne le discours de la prohibition lorsqu'il est repris par une dictature corrompue. Cet événement ne servira pas qu'à dénoncer une répression ridicule, odieuse et en expansion constante en France (79 000 interpellations en 1999 pour usage et usage revente et 3 000 pour trafic de cannabis). Il sera l'occasion d'affirmer une politique alternative de sortie de la prohibition, des drogues défendue par le CIRC dont les maîtres mots sont : amnistie - autoproduction - cannabistrot. »

Des politiques seront présents (des Verts à la LCR en passant par le PCF...). La Fédération anarchiste sera présente tant sur le débat que par un stand pour rappeler entre autres aux partis de gauche que nous ne pouvons pas oublier : la gestion de la prohibition par la gauche qui en vingt ans a enfermé plus de 100 000 personnes en prison et interpellé près d'un million d'individus que la prohibition répond à un souci sécuritaire, de contrôle ; politique répressive inévitable dans une société inégalitaire...

Notre présence a donc un double sens : solidarité avec le CIRC et l'ensemble des prisonniers politiques du cannabis et de rappeler à la gauche ses responsabilités criminelles.

Théo Simon

pour la commission
anti-prohibition de la FA

Programme

Ouverture des portes dès 16 heures

16 heures à 0 h 30 : Stands politiques (Les Verts, Fédération anarchiste, LCR), associatifs (La Souris verte, CIRC, Asud, MIB) et chanvriers (Chanvre et compagnie, General hydroponics.)

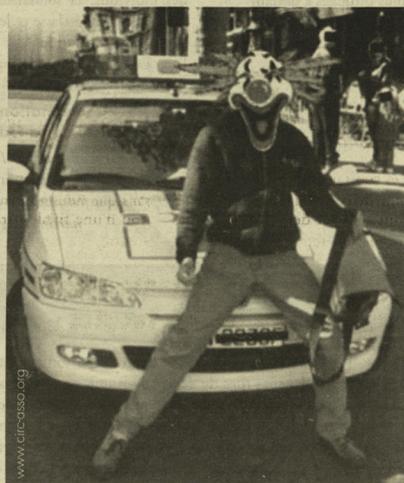
17 heures à 17 h 30 : Accueil stupéfiant par la compagnie Cocochung (spectacle et chansons)

18 heures à 19 h 30 : Conférence-débat, Des responsables politiques répondront aux questions des représentants associatifs

19 heures à 0 h 30 : Inauguration du Chill-out. Initiative « stupéfiante » animée par Phat Beatz.

19 h 45 à 22 h 30 : Concert « Tolérance double zéro ». Las Patatas Ependatas et Hilight Tribe fêtent les 10 ans du CIRC.

Destruction du mur de la prison : performance graphique sur le thème de l'amnistie pour les prisonniers du cannabis. L'argent récolté à cette occasion sera versé à un comité de soutien des prisonniers du cannabis.



Double peine a Rouen

Younis Trabelsi en grève de la faim La vraie nature du PS

IL EST toujours difficile d'écrire dans un hebdomadaire militant à propos d'une lutte locale en cours : les faits et l'actualité évoluent quotidiennement. Lorsque vous lirez ces lignes, on ne peut souhaiter que cette affaire aura connu un épilogue positif, c'est quasiment une question de vie ou de mort.

Younis Trabelsi est libyen et vit en France depuis 20 ans, il a 43 ans et il est père d'une petite fille de sept ans. Déserteur de l'armée libyenne, il risque toujours la peine de mort dans son pays. Il y a plus de dix ans, il a été arrêté pour détention de haschich et a purgé une peine de prison. Depuis, il n'a commis aucun délit. Younis est sous le coup de la double peine, il est interdit sur le territoire français, mais en même temps, il ne peut pas être expulsé à cause de la menace de mort s'il est extradé vers son ancien pays et parce qu'il est père d'enfant français. Donc il se retrouve condamné à la marginalité et à la précarité à vie, puisque non expulsable et non régularisable. Cela fait plus de quatre ans que Younis se bat, notamment en tant que militant de la première heure des différents collectifs de lutte des sans-papiers qui se sont constitués sur Rouen. Si, ces derniers temps, quelques cas ont pu être solutionnés, c'est loin d'être le cas pour lui.

N'en pouvant plus accepter sa situation, Younis met sa vie en danger en décidant d'entamer une grève de la faim à partir du 10 janvier dernier. Au fur et à mesure que les semaines passent et que l'état de santé de Younis se détériore, les soutiens locaux et nationaux se multiplient, ainsi que les délégations auprès du ministre de l'intérieur. Pourtant, le 20 février, Vaillant rejette la demande d'assignation à rési-

dence avec droit au travail. Samedi 23 février, Younis et son comité de soutien envisagent de se rendre en ambulance à Paris au congrès extraordinaire du Parti socialiste pour demander à Jospin sa régularisation. Albert Jacquart est prêt à l'accompagner. Seulement l'état de santé de Younis s'étant aggravé (44^e jour de grève de la faim), les médecins ont jugé qu'il n'était pas transportable jusqu'à Paris. C'est ainsi que Younis et ses soutiens s'installent pacifiquement dans les locaux de la Fédération de Seine-Maritime du Parti socialiste à Rouen.

Alors que les Comités de sans-papiers ont déjà occupé, sur Rouen et alentours, églises et locaux syndicaux (CGT) sans difficulté, pour le local du PS ce n'est plus la même chose. Lundi 25 février, à 6 heures du matin, après deux jours d'occupation, les flics interviennent de façon très brutale. Younis est purement et simplement jeté dans la rue, où il fait un malaise, une infirmière est brutalisée, des propos racistes sont lancés par les flics et certains sociaux. Les élus PS avaient promis d'intervenir auprès de Jospin et ce sont les flics qu'ils envoient. Surtout que Jospin avait tout pouvoir pour s'en tirer avec une pirouette humanitaire et régulariser Younis.

C'est toujours dans les moments de lutte qu'on voit le véritable visage du PS. Déjà, l'an dernier, lors d'un conflit dur des transports urbains de Rouen, le PS s'était montré plus que timoré (ce qui avait coûté sa place au maire PS de l'époque), voilà que cette fois le PS recommence. Sa première réaction a été de ne voir dans cette occupation « qu'une action de gauchiste qui utilise la détresse humaine pour empêcher les militants socialistes de lancer leur campagne

pour l'élection présidentielle » (sic). La façon d'être et d'agir des élus et militants de ce parti est quelque peu schizophrénique. D'un côté, lorsque les comités de soutien demandent des soutiens (justement), les braves élus socialistes, en bons humanistes, ne sont pas chiens pour faire des courriers avec en-tête de l'assemblée nationale ou autres, et promettent d'interférer auprès de Vaillant ou de Jospin. Tout cela ne coûte pas grand chose, surtout quand on a quand même voté la loi Chevènement. De l'autre côté, dès qu'il faut mettre les mains dans le cambouis, ce n'est plus la même chose, les notables du PS retrouvent leurs réflexes de classe. Pour preuve leur gestion de l'occupation et des suites.

Depuis ces exactions, le soutien à Younis s'est évidemment énormément développé. Le PS, quant à lui, reste dans un silence assourdissant. Pire, alors qu'il devait recevoir une délégation, lors d'un rassemblement de protestation devant le siège du parti, cette première s'est trouvée devant des portes closes : la fédération du PS ayant subitement décidé de fermer ses locaux plusieurs jours pour cause de « surmenage » (sic) et donnant rendez-vous aux manifestants dans huit jours, alors que vu l'état dans lequel se trouve Younis, c'est au jour le jour que doivent se traiter ses revendications plus que légitimes.

Depuis, les manifestations et actions se multiplient et c'est Sud-PTT qui a accueilli Younis. Younis doit être régularisé, et vite. Non à la double peine.

Jean-Pierre Levaray
groupe FA de Rouen

Racisme gouvernemental en Italie

Non au projet de loi Bossi-Fini

ICI suivent les changements principaux que le projet de loi Bossi-Fini provoquerait, s'il venait à passer :

- les voies légales d'entrée en Italie seront plus réduites
- les ouvriers étrangers seront liés par un nouveau type de « carte de séjour »
- aucune défense possible contre des expulsions
- allongement de la durée de détention et des mesures d'éloignement, la prison pour ceux qui restent en situation irrégulière ou reviennent illégalement – les papiers pour un séjour de longue durée et les regroupements familiaux seront plus difficiles à obtenir
- abolition du droit d'asile.

Unione sindacale italiana
Via Iside 12 - Roma
USIAIT LAZIO <http://usiait@yahoo.com>

Pour un monde sans frontières

LES gouvernements – qu'il soient de droite ou de gauche – construisent leur pouvoir en définissant ce qui est légal et ce qui ne l'est pas, mais également en attirant des divisions entre les ouvriers nationaux et étrangers et entre les immigrés légaux et illégaux.

Contre chaque illusion réformiste (dont la demande du droit de vote pour des immigrés n'est pas la moindre), la révolution sociale est la seule alternative à la globalisation et au pouvoir. Une alternative qui grandit jour après jour par l'auto-organisation dans la lutte pour la libre circulation des individus, la solidarité internationale de classe et le soutien à tout apatride. Sans États et sans frontière personne n'est clandestin !

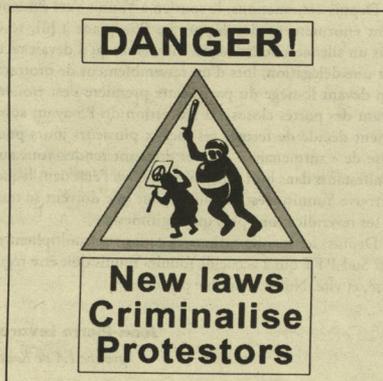
Coordination anticraciste de la FAI
Extrait d'un tract FAI
fai-anticracism@libero.it
<http://www.federazioneanarchica.org>

200 000 manifestants à Rome contre les lois racistes

LE 19 JANVIER, environ deux cent mille personnes ont défilé dans les rues du centre de Rome, de la Piazza Esedra à la Piazza Navona, pour protester contre le projet de loi Bossi/Fini, une loi qui est clairement raciste, et qui pourrait donner le signal à une attaque sur les droits et les conditions de travail d'une manière générale avec de possibles conséquences futures pour tous les ouvriers en Italie.

La marche s'est déroulée paisiblement de bout en bout et elle se composait d'un grand nombre d'organisations de toutes les tendances de la gauche incluant une section anarchiste assez importante dont des représentants de la Fédération des communistes anarchistes (FdCA), de la Fédération anarchiste italienne (FAI) et de l'Union syndicale italienne (USI).

Étaient aussi présents des membres de divers syndicats populaires, comme UNICOBAS, COBAS, RdB et CUB et d'un grand nombre d'immigrés du monde entier dont beaucoup défilaient derrière des banderoles « Pas de Frontières – Pas de Nations ».



Intimidations et répression Gênes n'est pas fini

IL Y A QUELQUES JOURS, Scajola, ministre de l'Intérieur italien, a reconnu avoir donné l'ordre aux forces de l'ordre d'utiliser leurs armes et donc de tirer si nécessaire lors des journées de mobilisation contre le G8. Cet ordre, selon ses propres paroles, a été donné après l'assassinat de Carlo Giuliani car le climat était très tendu et que le risque d'invasion de la zone rouge et d'attentats terroristes était élevé.

En plus, toujours selon Scajola, Moubarak, le président égyptien, aurait donné des informations précises sur les intentions de Al Qaeda de tuer Bush lors du sommet du G8... Et Scajola conclut en rappelant les faits du 11 septembre démontrant ainsi selon lui la crédibilité du risque d'attentat...

Inutile de discuter de la logique de ce raisonnement mais par contre, il est clair que cette

annonce de la part du ministre n'est ni une erreur, non il ne s'est pas laissé aller, ni confession. C'est un message clair au mouvement de contestation italien et cela s'insère parfaitement dans la logique de la guerre permanente globale. Ainsi, l'assimilation des contestataires au terrorisme se poursuit et justifie toutes les mesures pouvant être prises contre le mouvement social.

Et ce n'est pas un hasard si Luca Casarini, un des porte-parole des Désobéissants, a été de nouveau convoqué par un procureur de Gênes ces jours derniers pour une nouvelle série d'interrogations sur les journées de mobilisation de cet été. Et c'est encore moins un hasard, si ce matin à Florence, Bologne, Tarente et Turin les locaux d'Indymedia Italie ont été perquisitionnés par la police et des équipes de l'anti-terrorisme.

Perquisitions de différents locaux d'Indymedia en Italie

CE MATIN, vers 7 heures, les forces de l'ordre se sont présentées au centre social Gabrio de Turin, dans les logements occupés « Cecco Rivolta » de Florence, au centre social « Tpo » de Bologne et au siège des Cobas de Tarente. De nombreux fourgons de police (blindés, camionnettes et automobiles) et des centaines d'agents en tenue anti-émeutes ont procédé à des perquisitions sur l'ordre de la magistrature de Gênes. Les magistrats Andrea Canciani et Anna Canepa ont ordonné la recherche et la séquestration de matériels audio et vidéo relatifs aux faits des mobilisations de Gênes contre le G8 tout en soulignant fortement le lien de ces opérations avec les épisodes survenus lors de l'irruption des forces de l'ordre dans le Media center et à l'école Diaz.

Le décret de perquisition explique que les matériels précédemment cités auraient été recueillis au travers du site de Indymedia Italia et qu'ils se trouveraient dans les lieux précités mais aussi dans d'autres lieux. Cette forme aléatoire leur permettant d'effectuer des perquisitions comme bon leur semble. Celles-ci sont encore en cours. Les forces de l'ordre sont en train de séquestrer des ordinateurs, des archives, du matériel en tout genre, qui servent au travail quotidien, culturel et politique, de centaines d'activistes italiens. Le mandat de perquisition indique ces

lieux comme des « sièges d'Indymedia ». Indymedia Italie précise qu'elle n'a pas de siège mais agit au travers de milliers de personnes qui publient leurs propres matériels sur le site et qui œuvrent pour produire une information libre et indépendante. Indymedia élabore des projets et prend des décisions au travers du réseau Internet : mailing-list et chat de discussion, ouverts et de domaine public. Un travail quotidien et collectif auquel participent des centaines de personnes qui ne se feront pas intimider. Ce matin, il a été porté une attaque au cœur de la liberté d'information. Des lieux ont été touchés pour exercer une pression politique sur un sujet multiple et complexe. Les matériels d'information séquestrés à Bologne, Florence, Tarente et Turin, comme tous ceux d'Indymedia sont librement consultables à notre adresse Internet. Tout comme les archives de nos mailing-list, des chats et de toute notre activité.

Indymedia travaille à la lumière du jour

Toutes nos discussions et décisions se font de manière transparente sur nos mailing-list auxquelles participent des centaines de personnes : peut-être est-il plus difficile de criminaliser une telle masse que d'attaquer certains espaces sur lesquels est exercée une pression

entièrement politique. L'odeur et le goût cette intimidation se fait de plus en plus âpre si l'on pense au fait que tout le matériel était du domaine public et donc totalement disponible pour toute personne se connectant au réseau. Indymedia Italia, réseau de médias indépendants, dénonce la très grave attaque portée à l'information libre. Nous prenons actes que le ministre Scajola, après les mots, passe aux actes... Et que Gênes revient à l'ordre du jour : après de fumeuses et partielles enquêtes pour prouver les violences des forces de l'ordre, alors que les motivations de l'assassinat de Carlo Giuliani reste encore à éclaircir et que les dirigeants qui étaient responsables des forces de l'ordre à cette époque sont toujours en place et dans certains cas ont même reçu des promotions. Nous vous invitons toutes et tous à retrouver le cortège de Indymedia Italia lors de la manifestation prévue le 16 mars à Rome organisée pour la défense de la radio Onda rossa et contre l'élimination de sa présence sur les ondes hertziennes.

Communiqué de presse d'Indymedia

Traduction Ludovic Prieur

[Samizdat.net](http://www.samizdat.net), Agence de presse A-Infos.

Pour une information libre et indépendante : <http://italy.indymedia.org> - italy@indymedia.org.

Europol classe les anarchistes parmi les « terroristes » au côté d'Al-Qaeda

EUROPOL a publié un rapport sur « la situation et les tendances des activités terroristes dans l'Union Européenne ». Si ce texte s'intéresse à l'ETA ou à l'IRA, il se penche aussi, sans en donner une définition claire, sur l'« éco-terrorisme », c'est à dire l'activité de groupes environnementalistes radicaux, ou défenseurs des droits des animaux.

Mais nous, anarchistes, avons aussi les faveurs des limiers. Le prétendu « terrorisme anarchiste » est désigné comme « une autre catégorie encore plus problématique ». Le Black-bloc est ainsi qualifié de « terroriste ou pré-terroriste ».

Commentaire de Statewatch : « l'exclusion des attentats à l'explosif perpétrés par les militants d'extrême droite en Italie (sans compter les attaques sur les migrants par des racistes dans de nombreux pays de l'Union européenne) suggère que l'inclusion d'un « terrorisme anarchiste » et d'un « éco-terrorisme » dans ce rapport sur la situation de l'Europe a pour but de criminaliser la gauche radicale ».

Sources : A-infos www.ainfos.ca et www.statewatch.org

Catastrophe de Toulouse (suite) Dégâts collatéraux

PRÈS DE CINQ MOIS après la catastrophe d'AZF-Toulouse, alors qu'il y a encore des maisons sans fenêtres, que des victimes ne sont toujours pas indemnisées, qu'un nombre important de salariés de petites et moyennes entreprises de la région sont encore au chômage, il peut être intéressant de se pencher sur ceux dont on parle peu dans les médias. Ceux qui y travaillaient, ainsi que des salariés du groupe exploitant l'usine AZF : Grande-Paroisse (filiale engrais du groupe TotalFinaElf).

Sur le site même de Toulouse (où il y a eu 22 morts), même si une grande partie des salariés semblent s'accrocher à l'espoir du redémarrage de quelques ateliers en 2004 (formol, colle, ammoniac), il y a toujours plus de 80 employés qui se trouvent en arrêt de travail, soit en maladie soit en accident du travail et un grand nombre souffre de problèmes psychologiques. Si, depuis la catastrophe, TotalFinaElf a réinjecté beaucoup d'argent dans sa filiale engrais pour calmer le jeu, il reste que Grande-Paroisse (qui n'a jamais été un secteur suffisamment rentable aux yeux des actionnaires), est passé à deux doigts du dépôt de bilan, cela, d'autant plus que le site de Toulouse représentait 25 % du capital.

Les mois passant, TotalFinaElf commence à demander des comptes et de futurs retours sur investissement. Aussi, en décembre 2001, la direction générale de Grande-Paroisse a-t-elle annoncé qu'il y aurait pour le début du printemps, un plan industriel « volontariste ». Ce qui signifie en langage clair : se débarrasser des canards boiteux, fermetures d'ateliers et suppression d'emplois, des plans que les salariés du groupe connaissent, puisqu'ils en subissent très régulièrement depuis quinze ans. Le problème viendrait cette fois que, suite à l'accident de Toulouse, les salariés semblent plutôt fatis-

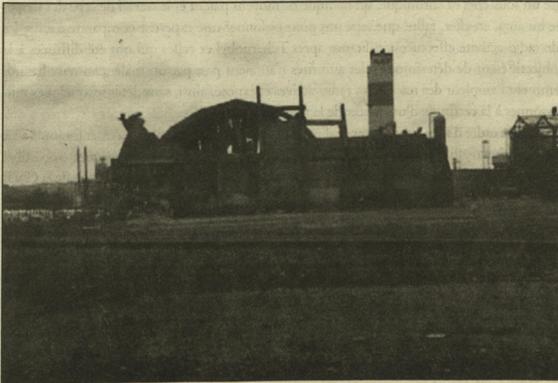
listes et peu enclin à se battre pour au moins sauver leurs revenus, à défaut d'un boulot sans intérêt et parfois, dangereux. Annonçant son plan pour mars ou avril, la direction s'y prend pourtant avant, avec des plans sociaux, on dit maintenant « de sauvegarde de l'emploi » (sic) larvés et saucissonnés : annonce de la fermeture du site de Waziers (Nord) comptant 60 personnes, d'un dépôt à Brest, et du départ en préretraite (vivement souhaité sur place) de 175 salariés de Toulouse, et ce n'est que le début. De plus, des pressions fortes sont exercées sur une grande partie des jeunes embauchés pour qu'ils quittent les usines du groupe. L'ambiance n'est donc pas terrible. Grande-Paroisse est, à l'heure actuelle, le dernier fabricant d'engrais en France.

En Europe, la plupart des grands trusts chimiques se désengagent de ce secteur pas assez juteux, surtout avec toutes ces nouvelles contraintes environnementales et de sécurité, mais surtout parce que la politique agricole commune a grevé le revenu des agriculteurs qui souvent ne diversifient plus leurs engrais, préférant un engrais plus efficace, souvent plus polluant.

D'ici dix ans, il n'y aura plus d'industrie des engrais (ainsi que certains autres secteurs chimiques lourds) en Europe. Les engrais seront fabriqués dans les pays directement producteurs de matières premières : Asie et Maghreb, pour le phosphate, pays de l'Est, pour le gaz. Ce qui est loin d'être bête. Reste que plusieurs remarques sont encore à faire : dans quelles conditions (sociales et écologiques) seront fabriqués ces produits ? Ce seront toujours Total, BASF, Norsk-Hydro qui tireront les dividendes. Enfin, les agriculteurs, dans l'état actuel des choses, subissant la PAC, continueront à utiliser des engrais polluants pour un rendement rapide.

Jean-Pierre Levaray
groupe FA de Rouen

L'usine de Toulouse après l'explosion



23 & 24 février Lyon : Rencontre des collectifs Transports gratuits pour tous & toutes

LE WEEK-END dernier une vingtaine de collectifs¹ se sont réunis, pour la première fois, à la Plume noire (la librairie de la FA). À l'initiative des TCL - transports collectifs libérés - (Lyon), des délégués venus de France et de Belgique ont donc échangé leurs expériences de luttes ; débattus autour de points d'actualité (la Loi LSQ), enfin ils ont préparés les futurs combats.

La première partie de cette réunion a été consacrée à une brève présentation de chaque collectif : quand est-il né ? Qui le compose ? Quelles sont les principales actions menées dernièrement ?

Un constat s'imposa rapidement. La plupart de ces collectifs sont « jeunes » voire très jeunes. Leur composition est très diversifiée, certains se sont créés autour d'une organisation (surtout AC!), d'autres sont constitués d'individus, enfin certains ont été montés par des organisations très diverses.

Tous ont pourtant convenu que si leur lutte était récente, elle recevait un écho très favorable de la part des usagers, y compris de certains salariés (à titre individuel) des entreprises de transports. Ce tour de table nous a permis de découvrir des actions originales comme :

- l'assemblée générale des usagers des transports convoquée par le collectif lyonnais. L'objectif étant de donner tout son sens au terme de gestion directe par les usagers et les salariés;

- le travail de collaboration entre des associations de consommateurs, de cyclistes et le Collectif marseillais;

- le lien entre le délire sécuritaire des politiciens et la lutte contre la vidéo-surveillance dans le métro parisien.

Non à la criminalisation de la précarité

Dans un second temps, les collectifs se sont partagés entre quatre commissions : la criminalisation de la fraude ; le service public ; la mobilité ; l'impact écologique des transports collectifs.

Le thème de la criminalisation de la fraude a fait l'unanimité contre la nouvelle loi LSQ. L'ensemble des collectifs présents a donc décidé de dénoncer et de combattre l'application de cette loi votée par la gauche plurielle. Pour les lecteurs et les lectrices, nous rappelons qu'un des objectifs de cette loi est de « punir » de 7 500 euros et de six mois de prison ferme tout individu qui sera pris dix fois sans titre de transports ! La « fraude » passe du statut d'infraction à celui de délit. Le fraudeur était contrevenant, il devient « criminel » ! Des outils de propagande à destination des usagers seront préparés rapidement afin de leur donner des éléments de défense. Les collectifs ont tenu aussi à dénoncer l'idée même de la notion de

fraude. D'abord parce que la fraude est un acte de légitime défense sociale. 80% des fraudeurs sont d'abord des individus qui n'ont pas les moyens de payer leur place. D'autre part, les collectifs présents considèrent que le service public « appartient » à tous, il doit être libre d'accès donc gratuit pour tous et toutes. Par ailleurs, tous les chiffres en notre possession montrent que les transports collectifs urbains sont déjà « payés » par les différentes taxes et impôts directs et indirects (la part réelle de l'usager se situant entre 10 et 20 %).

La diversité des collectifs s'est retrouvée dans les débats sur la notion de service public. Il est vrai que ce terme est chargé d'histoire. Néanmoins, tous les présents semblent d'accord pour re-construire cette notion autour d'une idée centrale : le service public est libre d'accès et égalitaire, ces missions doivent être centrées sur la satisfaction des besoins des usagers (et non sur la rentabilité financière) et sa gestion directe sera assurée par les salariés, les usagers et les habitants.

Après le ticket « zéro franc = zéro fraude », voici la carte « accès libre et gratuit pour toutes et tous ».

La mutualisation de certains outils et informations a été au centre de la deuxième partie du week-end. À l'image des tickets « zéro franc = zéro fraude », les collectifs ont décidé de mettre en commun les arguments, les tracts, et le projet d'un site Internet a été évoqué.

Les collectifs ont décidé de se retrouver régulièrement. Les prochaines échéances ne sont pas électorales, mais sociales. Le droit à la mobilité ne se décline pas uniquement dans les meetings des candidats, mais au quotidien. D'ores et déjà, certains se sont donné rendez-vous pour les prochaines manifestations européennes à Barcelone, à Séville, etc. Mais laissons la conclusion à Eric, militant lyonnais qui a organisé ces rencontres. « Ces rencontres ont été riches, mais épuisantes (pour nous, organisateurs). Chaque collectif est arrivé avec ses questions, ses idées, sa vision du week-end. Le premier objectif était d'établir le contact, c'est réussi. Le deuxième était de trouver un minimum de langage commun afin de mieux coordonner nos actions, nos outils, c'est bien parti. Le troisième était d'éclaircir le moyen terme (avec qui allons-nous travailler ? Comment ? À quelle échelle territoriale ?), ce n'est pas encore tout à fait prêt, mais nous avons déjà pris rendez-vous pour avancer ensemble. » Autre réussite, nous avons mutualisé nos dynamiques locales.

Wally, Fred, Christophe
RATP, Louise-Michel

¹ Etaient représentés : Angers ; ACI Basse-Normandie ; Besançon ; Clermont-Ferrand ; Chambéry ; Bruxelles & Liège ; Calais ; Grenoble ; Lyon ; Lisieux ; Nantes ; Marseille ; Montpellier ; Montluçon ; Rennes ; Région parisienne ; Valence ; Saint-Etienne.

MacDo en lutte



Bilan du Comité de soutien

MERCREDI 20 FÉVRIER s'est tenue une réunion du comité de soutien aux « ex-grévistes » du McDo du boulevard Saint-Denis. Le thème était : bilan de la grève et bilan du comité.

Le protocole de fin de grève et reprise du travail

La grève s'est conclue par une victoire des grévistes : les cinq licenciés sont réintégrés, les jours de grève sont payés à hauteur de 45%, et aucune représaille ne sera engagée. Cette victoire est indéfectible mais elle est provisoire car il y a plusieurs procédures et appels en cours à la demande du gérant : les réintégrations d'Armand par l'inspection du travail, et des deux licenciés passés aux prud'hommes font l'objet d'un appel ; la plainte contre X pour détournement fait l'objet d'une information judiciaire. Les autres revendications des grévistes : salaires, primes... sont renvoyées six semaines après la reprise du travail, soit dans neuf semaines. Cette victoire demande à être consolidée. Ne doutons pas que Smolik-McDo soient disposés à rester sans réactions : ils espèrent le départ des « meneurs » et feront leur possible pour l'obtenir. Il est donc important de conserver une capacité à se mobiliser.

La lutte et le soutien

C'est la détermination et l'unité des grévistes qui ont été les facteurs déterminants de cette victoire et de tout le processus de lutte et de mobilisation au cours de cette grève. Le comité de soutien a joué un rôle très important mais son activité, sa propre dynamique, son unité n'ont été possible que par le dynamisme des grévistes.

Les luttes de précaires sont très dures à organiser et généralement le soutien commence à se mettre en place lorsque les conflits s'arrêtent. Le comité de soutien s'est réuni la première fois au bout de trois semaines de grève. Il a eu ensuite le temps de prendre des initiatives et de se lancer dans la bataille, avec les grévistes.

Les interventions et occupations d'autres McDo, tant dans leurs formes que dans leurs

objectifs ont contribué à donner un aspect dynamique au mouvement, en particulier par le fait qu'elles n'étaient pas tristes et qu'elles permettaient à de nouvelles personnes de prendre contact « dans l'action ».

La manière de faire de McDo

Cette grève a pris une forme particulièrement active en grande partie du fait même de l'attitude de la direction : licenciement, actions au pénal, blocage complet des négociations, puis tentatives d'acheter les licenciés pour qu'ils abandonnent l'action en référé. En représailles le début des travaux en plein conflit provoqua l'occupation des locaux. L'expulsion des grévistes par les vigiles a provoqué l'occupation de l'autre restaurant de Smolik à Parmentier. Une succession d'événements provoqués par McDo a donc donné matière à des moments de mobilisation plus intense au cours de tout le processus de lutte. Les échéances judiciaires ont également rythmé ce conflit et alimenté sa dynamique.

Les méthodes offensives de McDo n'ont pas été confortées par une attitude répressive de l'État. Entre des décisions de justice dans l'ensemble favorables aux grévistes et la passivité des autorités, la lutte des McDo a trouvé un espace pour développer une conflictualité offensive originale. Les occupations de restaurants n'ont pas été entravées par des interventions policières : il en aurait sans doute été autrement si elles avaient été menées uniquement par des militants ou si cette lutte s'était déroulée dans le champ de compétence de l'État.

L'espace vacant du syndicalisme

Le comité de soutien a pu trouver son espace et sa légitimité grâce à l'attitude complètement en retrait des structures syndicales liées aux grévistes dans la lutte au jour le jour comme dans les actions du week-end ou celles visant à mobiliser au delà des habituels fête de soutien, meeting, manif. En occupant l'espace laissé vacant par le syndicalisme, le comité de soutien a été « le syndicat

de la grève » avec ses caractéristiques propres : laisser les grévistes prendre les décisions, les encourager à s'exprimer plus par eux-mêmes, ne pas participer aux négociations, assumer une bonne part du travail d'agitation, de popularisation (150 000 tracts distribués !), de décloisonnement de cette lutte (informations diffusées et relayées hors Paris, puis au niveau international), soutien financier...

Le comité a pu fonctionner de manière efficace grâce à sa structuration : pas de bureaucratie ni de distribution des rôles une fois pour toute. Décisions prises au consensus, après débat, possibilité pour chacun(e) de prendre en charge telle ou telle tâche et d'en être responsable devant le groupe... Le comité n'a pas eu à souffrir de conflits internes, a su gérer l'hétérogénéité de ses membres et maintenir un fonctionnement souple.

Bénéficiaire d'expériences antérieures

Si beaucoup de membres du comité ignoraient tout de la réalité de McDo avant de côtoyer les grévistes, le comité a bénéficié de la présence active de militants parfaitement au fait de ce type de lutte.

Si le comité a vécu une expérience originale dont il peut être fier, c'est aussi grâce à la convergence de moyens et de capacités fournis par ses membres, en particulier pour l'édition de tracts et le soutien financier, relais dans des réseaux militants généralement non impliqués dans ce type de lutte, forte implication de la compagnie Jolie Môme, contacts avec des groupes musicaux, disponibilité ponctuelle d'autres locaux que la Bourse du travail, ressources personnelles (Internet, traductions), etc.

Une information importante a été produite en direction de la population, des clients et des autres salariés de McDo : 150 000 tracts distribués, beaucoup d'articles de presse plutôt favorables aux grévistes, information par Internet qui a permis de tenir au courant de l'évolution du conflit Paris et la province. Hors de Paris, des actions de solidarité ont été menées dans une douzaine de villes. Enfin, l'info est sortie des frontières : des résumés de la grève ont été produits en allemand, italien, espagnol, anglais et diffusés auprès de groupes, syndicats, revues de nombreux pays, notamment

aux USA où quatre ex-grévistes sont invités par une coalition syndicale de travailleurs agricoles immigrés de Floride bossant pour la restauration rapide.

Perspectives

Le comité de soutien doit continuer d'exister, au minimum jusqu'à la reprise effective du travail, c'est-à-dire en principe dans trois semaines afin d'assurer le suivi de l'accord. Le rôle du comité de soutien en tant que tel va s'étendre avec la fin de la grève. La plupart des participants ont exprimé le souhait de maintenir des contacts afin de préserver tous les acquis de cette dynamique. Ils prendront la forme de réunions plus espacées, afin de réfléchir à une éventuelle reconversion du comité.

Plusieurs éléments sont à prendre en compte : la dynamique du comité de soutien était liée à la dynamique d'une lutte exceptionnelle menée par des grévistes ; on sait qu'il est très difficile de maintenir des structures permanentes dans des moments plus calmes. Néanmoins d'autres conflits peuvent surgir à très court terme. L'exemple de la Fnac Champs-Élysées est à ce titre symptomatique : ils démarrent une grève et décident de bloquer les entrées du magasin au moment même où les McDo finissent la leur. Il n'y a pas de causalité directe mais une continuité. Des contacts existent entre trois boîtes des Champs-Élysées : McDo, Fnac et

Virgin. Ils pourraient déboucher sur des actions communes.

Le 10 mars, l'ouverture du deuxième parc d'Eurodisney se fait dans des conditions catastrophiques pour les salariés : il n'y a pas d'embauche, ce qui va signifier un accroissement terrible de la charge de travail. Une intervention sur place est décidée pour le jour de l'inauguration (dimanche matin 10 mars). Il existe un début de coordination permanente sur le secteur : Stop-précarité. Ce réseau s'est constitué avant la grève et s'est fondu dans le comité de soutien. Il a commencé à se réunir pour définir son champ d'activité et ses objectifs. Les membres du réseau Stop-précarité invitent les membres du comité de soutien à le rejoindre.

Jeff
du comité de soutien



Faits d'hiver

Vive la justice !

Ici, là ou ailleurs, il est de bon ton de se répandre à propos de la justice en fustigeant son caractère de classe, son arrogance vis à vis des humbles et sa servilité par rapport aux puissants. Tout cela (de tels « jugements » à l'emporte pièce) est profondément injuste, eut égard à la réalité. Qu'on en juge !

Malgré un sous-effectif chronique, un manque de moyens patent et le travail de sappe des taupes roses, il ne lui aura, en effet, fallu que seize ans pour ordonner une expertise comparative entre les mesures de radio-activité effectuées en France après Tchernobyl et celles qui ont été diffusées à la presse. L'objectif étant de déterminer si les autorités n'auraient pas, par un malencontreux hasard, caché sciemment l'ampleur des retombées radio-actives et exposé, ainsi, sans défense, quelques milliers de personnes à la certitude d'un cancer de la thyroïde.

Dans le même ordre d'idée, mais à propos d'un cas d'espèce beaucoup plus grave, et toujours avec les mêmes problèmes d'effectifs et de moyens, il ne lui aura fallu que quelques mois pour embastiller un authentique « grand de ce monde ». Pensez, l'an dernier, Jean-Marie Honoré, militant de la CNT, avait osé s'opposer à une saisie perpétuée par un huissier à l'encontre d'un demandeur d'emploi. Fort de ces accointances, ce sinistre individu avait, bien sûr, réussi à ne s'en tirer qu'avec cinq mois avec sursis. Mais, justice a été néanmoins rendue puisque, à l'occasion d'une intolérable infraction au code de la route, le sursis tombant, ce criminel au sang bleu a été embastillé le 3 janvier dernier.

Comme on le voit au travers du seul énoncé de ces deux faits divers, la magistrature, que d'aucuns qualifient de couchée, fait souvent preuve d'un courage à nul autre pareil et la révolution s'honorerait de lui rendre justice. Mèche courte !

Jean-Marc Raynaud

LES VICES des Assemblées représentatives ne nous étonneront pas [...] si nous réfléchissons, un moment seulement, sur la manière dont elles se recrutent et dont elles fonctionnent.

Faut-il que je fasse ici le tableau, si écoeurant, si profondément répugnant, et que nous connaissons tous – le tableau des élections ? Dans la bourgeoise Angleterre et dans la démocratique Suisse, en France comme aux États-Unis, en Allemagne comme dans la République Argentine, cette triste comédie n'est-elle pas partout la même ?

Faut-il raconter comment les agents et les Comités électoraux « forgent », « enlèvent », *cammas* une élection (tout un argot de détrompeurs de poches!), en semant à droite et à gauche des promesses, politiques dans les réunions, personnelles aux individus : comment ils pénètrent dans les familles, flattant la mère, l'enfant, caressant au besoin le chien asthmatique ou le chat de « l'électeur » ? Comment ils se répandent dans les cafés, convertissent les électeurs et attrapent les plus muets en engageant entre eux des discussions, comme ces compères d'escroquerie qui vous entraînent au jeu « des trois cartes » ? Comment le candidat, après s'être fait désirer, apparaît enfin au milieu de ses « chers électeurs », le sourire bienveillant, le regard modeste, la voix câline – tout comme la vieille mégère, loueuse de chambres à Londres, qui cherche à capter un locataire par son doux sourire et ses regards angéliques ? Faut-il énumérer les programmes menteurs – tous menteurs – qu'ils soient opportunistes ou socialistes-révolutionnaires, auxquels le candidat lui-même, pour peu qu'il soit intelligent et connaisse la Chambre, ne croit pas plus qu'aux prédictions du « Messenger Boiteux » et qu'il défend avec une verve, un roulement de voix, un sentiment, dignes d'un fou ou d'un acteur forain ? Ce n'est pas en vain que la comédie populaire ne se borne plus à faire de Bertrand et de Robert Macaire de simples escrocs, des Tartufe, ou des filouteurs de banque, et qu'elle ajoute à ces excellentes qualités celle de « représentants du peuple » en quête de suffrages et de mouchoirs à empocher.

Faut-il enfin donner ici les frais des élections ? Mais tous les journaux nous renseignent suffisamment à cet égard. Ou bien reproduire la liste de dépenses d'un agent électoral, sur laquelle figurent des gigots de mouton, des gilets de flanelle et de l'eau sédative, envoyés par le candidat compassant « à ces chers enfants » de ses électeurs. Faut-il rappeler aussi les frais de pommes cuites et d'œufs pourris, « pour confondre le parti adverse », qui pèsent sur les budgets électoraux aux États-Unis, comme les frais de placards calomnieux et de « manœuvres de la dernière heure », qui jouent déjà un rôle si honorable dans nos élections européennes ?



Démocratie, élections, représentativité

Propos de Kropotkine

Et quand le gouvernement intervient, avec ses « places », ses cent mille « places » offertes au plus donnant, ses chiffons qui portent le nom de « crachats », ses bureaux de tabac, sa haute protection promise aux lieux de jeu et de vice, sa presse éhontée, ses mouchards, ses escrocs, ses juges et ses agents...

Non, assez ! Laissons cette boue, ne la remuons pas ! Bornons-nous simplement à poser cette question : Y a-t-il une seule passion humaine, la plus vile, la plus abjecte de toutes, qui ne soit pas mise en jeu un jour d'élections ? Fraude, calomnie, platitude, hypocrisie, mensonge, toute la boue qui git au fond de la bête humaine – voilà le joli spectacle que nous offre un pays dès qu'il est lancé dans la période électorale.

C'est ainsi, et il ne peut pas en être autrement, tant qu'il y aura des élections pour se donner des maîtres. Ne mettez que des travailleurs en présence, rien que des égaux, qui un beau jour se mettent en tête de se donner des gouvernants – et ce sera encore la même chose. On ne distribuera plus de gigots ; on distribuera l'adulation, le mensonge – et les pommes cuites resteront. Que veut-on récolter de mieux quand on met aux enchères ses droits les plus sacrés ?

Que demande-t-on, en effet, aux électeurs ? De trouver un homme auquel on puisse confier le

droit de légiférer sur tout ce qu'ils ont de plus sacré : leurs droits, leurs enfants, leur travail ! Et on s'étonnerait que deux ou trois mille Robert Macaire viennent se disputer ces droits royaux ? On cherche un homme auquel on puisse confier, en compagnie de quelques autres, issus de la même loterie, le droit de perdre nos enfants à vingt et un ans ou à dix-neuf ans, si bon lui semble ; de les enfermer pour

Fraude, calomnie, platitude, hypocrisie, mensonge

trois ans, mais aussi pour dix ans s'il aime mieux, dans l'atmosphère putréfiante de la caserne ; de les faire massacrer quand et où il voudra en commençant une guerre que le pays sera forcé de faire, une fois engagé. Il pourra fermer les Universités ou les ouvrir à son gré ; forcer les parents à y envoyer les enfants ou leur en refuser l'entrée. Nouveau Louis XIV, il pourra favoriser une industrie ou bien la tuer s'il le préfère ; sacrifier le Nord pour le Midi ou le Midi pour le Nord ; s'annexer une province ou la céder. Il disposera de quelque chose comme trois milliards par an, qu'il arrachera à la bouche du travailleur. Il aura encore la prérogative royale de nommer le pouvoir exécutif, c'est-à-dire un pouvoir qui, tant qu'il sera d'accord avec la Chambre, pourra être autrement

despotique, autrement tyrannique que la feu royauté. Car, si Louis XVI ne commandait qu'à quelques dizaines de mille fonctionnaires, il en commandera des centaines ; et si le roi pouvait voler à la caisse de l'État quelques méchants sacs d'écus, le ministre constitutionnel de nos jours, d'un seul coup de Bourse, empoche « honnêtement » des millions.

Et on s'étonnerait de voir toutes les passions mises en jeu, lorsqu'on cherche un maître qui va être investi d'un pareil pouvoir ! Lorsque l'Espagne mettait son trône vacant aux enchères, s'étonnait-on de voir les flibustiers accourir de toutes parts ? Tant que cette mise en vente des pouvoirs royaux restera, rien ne pourra être réformé : l'élection sera la foire aux vanités et aux consciences.

D'ailleurs, lors même qu'on rognerait tant soit peu le pouvoir des députés, lors même qu'on le fractionnerait en faisant de chaque commune un État au petit pied – tout resterait tel quel.

On comprend encore la délégation, lorsque cent, deux cents hommes qui se rencontrent chaque jour à leur travail, à leurs affaires communes, qui se connaissent à fond les uns les autres, qui ont discuté sous tous ses aspects une affaire quelconque et qui sont arrivés à une décision, choisissent quelqu'un et l'envoient s'entendre avec d'autres délégués du même genre sur cette affaire spéciale. Alors, le

choix se fait en pleine connaissance de cause, chacun sait ce qu'il peut confier à son délégué. Ce délégué, d'ailleurs, ne fera qu'exposer devant d'autres délégués les considérations qui ont amené ses commettants à telle conclusion. Ne pouvant rien imposer, il cherchera l'entente, et il reviendra avec une simple proposition que des mandataires pourront accepter ou refuser. C'est même ainsi qu'est née la délégation : lorsque les Communes envoyaient leurs délégués vers d'autres communes, ils n'avaient pas d'autre mandat. C'est encore ainsi que font aujourd'hui les météorologistes, les statisticiens dans leurs congrès internationaux, les délégués des compagnies de chemins de fer et des administrations postales de divers pays.

Mais, que demande-t-on maintenant aux électeurs ? – On demande à dix, vingt mille hommes (à cent mille avec le scrutin de liste), qui ne se connaissent point du tout, qui ne se voient jamais, ne se rencontrent jamais sur aucune affaire commune, à s'entendre sur le choix d'un homme. Encore cet homme ne sera-t-il pas envoyé pour exposer une affaire précise ou défendre une résolution concernant telle affaire spéciale. Non, il doit être bon à tout faire, à légiférer sur n'importe quoi, et sa décision fera loi. Le caractère primitif de la délégation s'est trouvé entièrement travesti, elle est devenue une absurdité.

Cet être omniscient qu'on cherche aujourd'hui n'existe pas. Mais voici un honnête citoyen qui réunit certaines conditions de probité et de bon sens avec un peu d'instruction. Est-ce lui qui sera élu ? Evidemment non. Il y a à peine vingt personnes dans son collège qui connaissent ses excellentes qualités. Il n'a jamais cherché à se faire de la réclame, il méprise les moyens usités de faire du bruit autour de son nom, il ne réunira jamais plus de deux cents voix. On ne le portera même pas candidat, et on nommera un avocat ou un journaliste, un beau parleur ou un écrivain qui apporteront au parlement leurs mœurs du barreau et du journal et iront renforcer le bétail de vote du ministère ou de l'opposition. Ou bien ce sera un négociant, jaloux de se donner le titre de député, et qui ne s'arrêtera pas devant une dépense de 10 000 F pour acquérir de la notoriété. Et là où les mœurs sont éminemment démocratiques, comme aux États-Unis, là où les comités se constituent facilement et contrebalancent l'influence de la fortune, on nommera le plus mauvais de tous, le politicien de profession, l'être abject devenu aujourd'hui la plaie de la grande République, l'homme qui fait de la politique une industrie et qui la pratique selon les procédés de la grande industrie – réclame, coups de tam-tam, corruption.

Pierre Kropotkine
Paroles d'un révolté, 1885

LE 9 DÉCEMBRE 1842, naissance de Pierre Alexeïevitch Kropotkine à Moscou. Aristocrate russe, officier en Sibérie, explorateur puis scientifique, (il démontrera la théorie des glaciations). Il se rend en Suisse en 1872, attiré par l'AIT, et particulièrement sa branche libertaire du Jura. Il devient l'ami de James Guillaume. De retour en Russie, Kropotkine fait de la propagande dans les milieux ouvriers. Arrêté, emprisonné, il s'évade et s'exile en Angleterre.

En 1876, il séjourne à Neuchâtel, où il rencontre Malatesta et Cafiero. Il fonde le journal *L'Avant-garde* puis voyage à nouveau en Europe. Il donne des conférences en Angleterre.

Il est arrêté en France en 1883 et est condamné à cinq ans de prison. Libéré en 1886, il écrit *Paroles d'un révolté*, s'exile à nouveau à Londres. *La Morale anarchiste* paraît en 1890. Il écrit également *L'Entraide, un facteur de l'évolution*, et *La Conquête du pain* (publié dans le journal *le Révolté* qu'il avait

créé en 1879). Il fait une tournée de conférences aux États-Unis et collabore à de nombreux journaux. En 1916, il signe avec Grave, Malato, etc., le manifeste des seize, préconisant l'interventionnisme dans la guerre ; geste totalement incompris dans les milieux libertaires. En mai 1917, Kropotkine revient en Russie où, toujours anarchiste, il refuse de participer au nouveau gouvernement Kerensky, puis il dénoncera la dérive dictatoriale des bolcheviks. Il meurt à Dmitrov, le 8 février 1921, à l'âge de

soixante-dix-neuf ans. Son enterrement sera l'occasion de la dernière manifestation de masse des anarchistes en Russie. Pierre Kropotkine est l'un des plus importants théoriciens et vulgarisateurs de la pensée anarchiste. Biographie issue de *L'Éphéméride anarchiste* (<http://perso.club-internet.fr/ytak/>), site sur lequel il est proposé de retrouver *La Conquête du pain* chez Erec, à l'adresse suivante : <http://www.multimania.com/ereca/index.htm>

L'homme hérissé

Liabeuf, tueur de flics

JE VAIS vous narrer l'histoire d'un ouvrier cordonnier, Jean-Jacques Liabeuf, que la police des mœurs avait fait passer pour souteneur, en 1909. Et ça, Liabeuf ne le supporte pas, aussi ne veut-il qu'une chose : que justice soit rendue. Qu'il soit disculpé et que les deux flics véreux de la brigade des mœurs (ce qui à l'époque était un pléonisme, la brigade des mœurs sera d'ailleurs supprimée quelques années plus tard) soient tués.

Après avoir écopé de quelques mois de prison et d'une interdiction de séjour, pour proxénétisme, Liabeuf ne vit plus que pour se venger. Seulement, le jour où il veut mettre sa vengeance à exécution, donné par un indic, il tombe dans un guet-apens. Au cours de son arrestation musclée, Liabeuf tue un policier, en blesse plusieurs autres, dont un grièvement. Jugé rapidement, Liabeuf est condamné à mort, ce dont il ne semble pas affecté, seul compte pour lui d'être lavé de l'accusation de souteneur.

L'histoire aurait pu s'arrêter là, ça n'aurait pu être qu'une histoire d'apâche dans ce Paris populaire de la « Belle » époque. Pourtant l'affaire va dépasser le fait divers. Le prolétariat parisien prend fait et cause pour ce « tueur de flics », l'ultra-gauche, les anarchistes, également. Le journal *La Guerre sociale* milite pour sauver la tête de Liabeuf (son rédacteur en chef, fera même quatre ans de prison pour avoir soutenu Liabeuf). La gauche (Jaurès) s'en émeut. Dans les quartiers populaires, l'exemple de Liabeuf est suivi et on ne compte plus les attentats contre la police, notamment contre la bri-



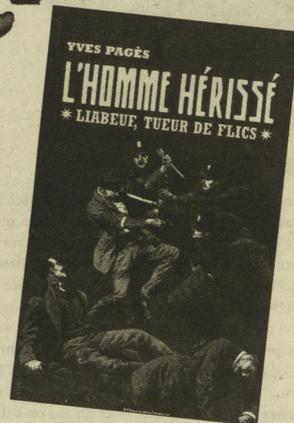
Le hérisson, détail anatomique post mortem

gade des mœurs. Des manifestations ont lieu, des intellectuels prennent position pour Liabeuf. Il s'en serait fallu d'un rien pour que l'affaire Liabeuf ne devienne une nouvelle affaire Dreyfus.

Pourtant, rien n'y fait et en juillet 1910, Liabeuf est guillotiné. Une formidable émeute populaire s'en suit, où 30 000 manifestants affronteront les forces de l'ordre aux cris de « Vive Liabeuf et mort aux vaches ! »

Yves Pagès (par ailleurs auteur de roman tels que *Le Théoriste* ou *Petites Natures mortes au travail*) a ressuscité une période quasi inconnue aujourd'hui. En mêlant la chronique sociale et judiciaire au ton du feuilleton d'époque, il nous montre un Paris populaire aujourd'hui disparu (entre le Marais et les Halles) où la haine à l'égard de la police était largement répandue et où l'émeute était encore monnaie courante.

Jean-Pierre Levaray
L'Homme hérissé
Liabeuf, tueur de flics,
L'Insomniaque, en vente
à Publico : 9 euros.



Lyon : 18^{es} Reflets du cinéma ibérique & latino-américain

VISITER tous les pays d'Amérique latine et les pays venus la coloniser, le cinéma le rend possible. Du 6 au 20 mars 2002, le cinéma Le Zola à Villeurbanne propose une sélection des meilleurs films récents de ces cinématographies méconnues. L'ouverture, le 6 mars à 21 heures, se fera avec un film de Hugo Santiago adapté d'un scénario original de Jorge Luis Borges *Invasion*, évocation symbolique de la lutte infinie qui attend les hommes qui veulent défendre une ville assiégée. Réflexion passionnante sur l'ennemi réel et imaginaire, le film est fortement conseillé aux adeptes de Bush et de sa vision du monde pour se laver les yeux et se dégraisser la cervelle.

Le même jour, à 10 heures du matin, l'ouverture se fait vraiment avec un film passionnant qui retrace l'histoire vraie de l'écrivain Reinaldo Arenas, exilé de Cuba pour homosexualité, après un calvaire interminable de détention, tortures et privation d'écriture. Le film de Julian Schnabel *Avant la nuit*, avec un interprète exceptionnel, Javier Bardem, se polarise, hélas sur ce « délit » cubain et n'arrive pas très bien à transmettre la puissance de l'écriture de cet homme, un des plus grands poètes et écrivains de langue espagnole, mort à New York. Il est donc indiqué de ne pas laisser passer la lecture concert des textes de Reinaldo Arias du lundi 11 mars, de 18 à 20 heures, entrée libre à l'Antre-Paranthèse à Villeurbanne, « *Los Momentos Picantes* », (tél. : 04 78 94 16 10).

L'Argentine est représentée par *La Ciénaga* de Lucrecia Martel, film prémonitoire sur la violence et la révolte certaine des jeunes et la fin d'une certaine bourgeoisie en Argentine. Lucrecia Martel est une jeune femme surdouée qui aime se faire peur et arrive à nous donner des frayeurs avec le réel qu'elle malaxe à souhait. Pensionnaire de la Cinéfondation à Paris, elle est en train d'écrire son deuxième long métrage. Un débat avec la réalisatrice est prévu (sous réserve) lundi 18 mars, à 21 heures.

Des jeunes sont aussi au centre de *Hijos*, film de Marco Bechis dont le *Garage Olimpo* a dû laisser des souvenirs. Film discret en comparaison, *Hijos* arrive néanmoins à nous intéresser, encore une fois, au sort

des enfants des disparus recueillis ou adoptés ou arrachés à leurs mères au moment de la naissance. Les jeunes interprètes sont attachants, le film manque un peu de dramaturgie et de rebondissements.

Mardi, 12 mars, un débat est organisé avec Ariela Epstein à l'issue de la projection.

Le Portugal, avec son vieux maître Oliveira, parle du *Porto de mon enfance* et nous ravit. L'autre vieux maître des passions du cœur, Paulo Rocha, (à Lyon, on doit se souvenir du *Fleuve d'or*) se lance dans un spectacle extraordinaire : *la Racine du cœur* est comme un canon à fleurs qui déverse ses créations les plus saugrenues à grands coups. À la longue, on sent surtout que le cinéma de Rocha mêle de façon inédite la lutte pour le pouvoir politique aux errements des cœurs où Isabel Ruth, fidèle interprète et muse du cinéma portugais, nous surprend encore par son interprétation hors pair. On est comme matraqué par des visions insolites, agressé parfois par les outrances des comportements de personnages non répertoriés, sans sexe défini, mais on ne résiste pas au charme de ce créateur d'images.

Les documentaires ont conquis le public, à Lyon et ailleurs, ils font désormais partie intégrante de la programmation : allez donc découvrir le *Cas Pinochet* de Patricio Guzman du Chili, le *Mundo Grua* de Pablo Trapero. Débat le jeudi 7 mars, à 21 heures, avec Michel Sérurier après la projection. (Certaines projections se font à la Fnac Part-Dieu et dans les bibliothèques de la Part-Dieu et du 4^e.)

Ce Festival va loin et regarde aussi ce qui se passe tout près : *Yoyes* de Helena Taberna interroge de façon inédite l'évolution des opinions et des choix faits par rapport à l'ETA et le pays basque ; dimanche, 10 mars, débat avec Francisco Abengozar, autour du film et de la situation du Pays basque.

Heike Hurst
Radio libertaire



Encre, par Olivier

Lulu Borgia,



au Théâtre des
Déchargeurs

PARMI LES BONNES NOUVELLES de ce printemps précoce, aux allures de campagne électorale déprimante, qui alternent, froid et chaud, pluie et soleil, en une sorte de douche écossaise, il y a Lulu Borgia, qui s'installe au Théâtre des déchargeurs du 12 mars au 6 avril.

Présenter Lulu Borgia, c'est à chaque chanson, découvrir tour à tour, par la magie d'une voix, tendre, puissante, ou provocatrice, des univers qui semblent peu compatibles entre eux. Et pourtant quoi de plus magique que de marier les contraires, et de les exalter, comme autant de facettes de vies, rêvées, ou refoulées, qu'il nous est peut être arrivé de rencontrer dans des rêves agités. En fait, Lulu Borgia, avec un appétit d'ogresse, nous parle de la vie, de celle où l'ennui, les convenances et les convenus sont com-

battus sans retenue, pour lui rendre possibles toutes ses libertés.

Mais ce qui frappe le plus chez Lulu Borgia, c'est la femme libre et généreuse, qui donne de la voix et du corps sur scène, en accord parfait, avec la délicatesse ou la provocation, des textes de Jean-Pierre Joblin, et des musiques quelle leur a composées, comme autant d'écrins. Il y a, le meilleur de la *comedia del arte* et du carnaval, de la profondeur et la légèreté de Fellini et de Lecomte, de la sensualité d'Emmanuelle, de la poésie populaire de Trenet et de Lemarque, de la provocation de Gainsbourg, de l'émotion de Brel, et de la féminité de Moreau, chez Lulu Borgia. Découverte, grâce à des scènes partagées, ou invitée de *Fringines* et *Fringins*, j'attends avec impatience, de la rencontrer enfin, dans un concert totalement à elle, ou de *l'Inutile*, à *Drame à l'Opéra*, du *Mariage de Jenny Mac Gowan*, à *Sur la bouche*, nous ressemblera *Trait pour trait*.

Sylvain Briant

Du 12 mars au 6 avril 2002 : Théâtre de Déchargeurs, 3, rue des Déchargeurs Paris 1^{er}. Métro & RER, Châtelet

Prix des places : 15 €, TR 13 €, chômeurs, étudiant, RMI 10 €

Réservations : 01 42 36 00 02

Lulu Borgia est accompagnée sur scène par :

Etienne Gautier : claviers, derbouka, chœurs, programmation.

Bruno Giglio : violons, chœurs

Patrick Jean-Joaquim : guitare, chœurs.

L'anarchisme en Europe

IL EXISTE UNE CÉLÈBRE et déjà fort ancienne collection vers laquelle ceux qui ignorent tout ou presque d'un sujet précis peuvent se tourner quand le désir leur vient d'en avoir un aperçu global. Il s'agit de la collection « Que sais-je ? ». À l'heure de désigner les auteurs capables de présenter certains de ces sujets, le choix de l'éditeur ne fut hélas pas toujours des plus judicieux. L'anarchisme, déjà traité par le passé dans cette collection, n'avait pas trouvé avec Henri Arvon l'un de ses meilleurs vulgarisateurs, loin de là. Aussi est-il heureux, plutôt que d'avoir réédité un ouvrage à oublier, que l'on ait fait appel cette fois à un connaisseur incontestable, Gaetano Manfredonia!

Dans une écriture limpide, et avec beaucoup d'honnêteté car ne laissant de côté aucun des « pères fondateurs » ni aucune des « sensibilités » qui ne joi-

raient pas de ses propres sympathies, l'auteur brosse, dans ses grandes lignes, un tableau très présentable et utile de l'anarchisme européen.

C'est un travail difficile, surtout peut-être lorsqu'on est un spécialiste indiscutable du sujet, par définition tenté par le détail, que de devoir condenser en un recueil assez réduit l'histoire de ce mouvement, depuis ses racines idéologiques jusqu'à cette aube du XXI^e siècle. Gaetano Manfredonia le réussit pleinement et nous offre ici un ouvrage intelligent, bien construit, qui n'oublie rien de ce qui fait la richesse de ce mouvement, ni parfois de ses travers.

Le choix est mince, en fin de compte nos camarades de la librairie Publico en savent quelque chose -, lorsqu'il s'agit d'orienter la personne ignorante vers une publication susceptible

de fournir une première approche sympathique, érudite et honnête de notre mouvement et de son histoire. Ce petit livre vient à point pour résoudre efficacement le problème, car il se place aujourd'hui sans doute comme la meilleure introduction souhaitable à une étude ultérieure plus poussée.

Dans sa conclusion, qui questionne l'anarchisme sur sa capacité à être l'utopie du siècle qui commence, Gaetano Manfredonia a raison d'évoquer les problèmes importants auxquels il reste confronté, mais qu'il a tort, à mon sens, de nommer problèmes « d'identité ». Il est des termes comme celui-là, étrangers à l'essence même de la pensée libertaire, et qui devraient le rester, sans compter qu'ils sont trop liés aujourd'hui à ceux qui nous imposent leur vérole nationaliste ou religieuse, qui ne veulent se nourrir que de « racines » et enfermer l'humain dans leur terrifiante « identité ».

On pourra peut-être également trouver une sorte de contradiction - à moins qu'il ne s'agisse là d'une observation toute malatestienne -, et quel que soit le courant dans lequel chacun se place, entre la prédominance observée par l'auteur tout à la fois d'un ouvriérisme affiché par de nombreux libertaires et d'un modèle éducationniste réalisateur, dont l'importance nous semble ici quelque peu exagérée. À ces petites choses près, c'est un excellent petit livre.

Jean Robin

1 L'Anarchisme en Europe, de Gaetano Manfredonia, collection « Que sais-je ? », PUE, 6,50 euros. En vente à la librairie Publico.

EN VRAC

LE TITRE EST GOUAILLEUR et le ton ne l'est pas moins, *La commune de Bellevillmontant* est, comme son nom l'indique, une feuille libre (format A3 recto/verso) publiée et imprimée par la Coopérative de Bellevillmontant (société autogérée à responsabilité illimitée au capital risque proportionnel à ses désirs), diffusée un peu partout dans la capitale et notamment sur le marché de Ménilmontant, dans le 20^e arrondissement. C'est frais, ça parle de la prochaine foire électorale (ist) et de ses relents de pourriture brune, et puis surtout ça caresse l'autogestion saine et spontanée... Il y a une belle illustration de l'ami Tapage en tête, ce qui ne gâche rien. Bref, on soutient ! Pour se la procurer, un p'tit courrier au Comité de rédaction du *Monde libertaire*, qui vous l'enverra avec plaisir (pensez à quelques timbres pour le port).

DANS UN AUTRE REGISTRE, le nouveau numéro du fanzine *Barricata* est sorti. *Barricata*, c'est « l'organe de combat du RASH (Red and Anarchist SkinHeads) Paris-Banlieue », la couverture est suffisamment éloquente sur ce point, d'ailleurs. Au sommaire, quelques interviews des groupes fétiches, comme Los Fastidios (groupe antifa italien), Bolchoï (Toulouse), W 5 ! (Vercors), La Souris Déglinguée (Paris), ou de camarades comme Cesare Battisti (auteur italien de romans noirs), le RASH-QUÉBEC, etc. Des articles, aussi, sur les contre-sommetts

de Gènes, de Göteborg, sur l'autogestion chez les pirates, les flibustiers et les chercheurs d'or, des compte-rendus de concerts et pour finir pas mal de chroniques (fanzines, livres, disques...). 70 pages de réflexions (qui cultivent volontiers l'émeute avec un certain romantisme) pour les skinheads rouges et noirs et les autres. 1,5 euros (plus des timbres pour le port) à Barricata / RASH Paris, C/O Crash Disques, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris.

LE PETIT AGITÉ, c'est le canard de l'asso Apache qui fait beaucoup pour secouer Tours de sa torpeur même pas légendaire. On y réfléchit sur le sens de la critique et du « dégoût de ne pas vivre », sur l'aspiration à réinventer la vie, à commencer par la sienne propre. On y dresse un portrait assez gratiné de la ville de Tours et son lot de « culture vitrine, habitants-consommateurs, bancs anti-clochards, arrêté anti-mendicité, politique policière autoritaire et sécuritaire [...] ». On y fustige les médias et leur façon de traiter ce qu'il est maintenant convenu d'appeler « les événements du 11 septembre... ». On s'y défoule, quoi ! Disponible contre 1 euro (plus des timbres pour le port), à Gentiana, 14 rue du Nouveau-Calvaire, 37100 Tours. À noter que cette asso s'occupe également d'édition (Les Éditions Enragées), d'une liste de VPC (La Barricade), et d'un petit studio d'enregistrement pour les groupes sincères et fauchés.

André Sulfide

Principes élémentaires de propagande de guerre

LA FORMATION PERMANENTE, il n'y a que ça de vrai. Même, surtout, quand on est un homme d'État. Le mensonge, la feinte et la fraude ont leurs règles, que tout bon meneur de peuples se doit de connaître. On applaudira donc, dans les cercles dorés à l'or fin, la publication de *Principes élémentaires de propagande de guerre* d'Anne Morelli. On l'applaudira aussi ailleurs; car à la prochaine rectification par voie aérienne des non-mondialisés, il suffira de posséder ce petit manuel pour en constater l'application. Un rien de connaissances historiques suffit à vérifier que les Prussiens les appliquèrent contre les Français et vice-versa, l'intégralité des pouvoirs coloniaux contre l'intégralité de leurs victimes, l'intégralité des belligérants de l'ex-Yougoslavie contre les autres: la liste est sans fin. Anne Morelli a tiré ces règles du livre d'un lord anglais, par erreur doté d'un cerveau grâce auquel il écrivit un ouvrage appelé, en français, *les Fausses vérités en temps de guerre*. Lord Pon-

sonby démonta surtout les mensonges alliés, dont il avait meilleure connaissance. C'est pour cela que les nazis poussèrent à la publication de cette traduction en 1941. Avec l'impudence et la bêtise qui les caractérisaient, il ne leur vint pas à l'idée qu'ils commettaient les péchés fustigés par le lord. Notons qu'il n'est pas non plus sans ironie que ce soit sous le règne du maréchal Pétain que furent mis à nu les impostures du général Pétain et de ses supérieurs. N'hésitez pas à découper cet exemplaire du *Monde Libertaire*, voici les dix commandements des porte-parole:

- Notre camp ne veut pas la guerre.
- Le camp adverse est seul responsable de la guerre.
- L'ennemi a le visage du diable.
- C'est une cause noble que nous défendons et non des intérêts particuliers.
- L'ennemi provoque sciemment des atrocités; si nous commettons des bavures, c'est involontairement.

- L'ennemi utilise des armes non autorisées.
- Nous subissons très peu de pertes, les pertes de l'ennemi sont énormes.
- Les artistes et intellectuels soutiennent notre cause.
- Notre cause a un caractère sacré.
- Ceux qui mettent en doute la propagande sont des traîtres.

Que les lecteurs de quinze ans qui jureraient entendre George W. Bush se rassurent, les lecteurs de vingt-cinq ans jureraient entendre son père. Devant ce déprimant défilé, on est fondé à se demander, non pourquoi les guerres commencent, mais pourquoi elles ne réussissent jamais à se terminer. Paraphasons une très juste idée de Cavanna, citée par Anne Morelli: les guerres s'arrêtent quand les marchands de canons sont trop gras pour avoir la force d'empêcher les marchands de béton de prendre leur place.

Nestor Potkine

Ouvrage édité par Lebor, en vente à Publico, au prix de 9 euros.

Vie du mouvement

Paris Police contre sans-logis

ENVIROn 250 personnes répondent dimanche 24 février à l'appel du DAL pour cette action. Vers 15 h 30, nous entrons donc dans le préau d'un immense lieu dont un certain nombre d'appartements sont vides.

Nous demandions le relogement des familles du 61, rue d'Avron qui squattent depuis plusieurs années. La société propriétaire de ce bloc ayant promis leur relogement. Faisant d'une pierre deux coups, nous dénonçons également la LSQ (Lois de sécurité quotidienne) qui interdit les rassemblements dans les halls d'immeuble. L'ambiance était conviviale. Les flics ont débarqué bloquant l'entrée des militants mais les laissant sortir. Des plaisanteries même sont échangées avec les CRS. Vers 16 h 30 arrive la relève. Tout de suite ça se tend : ils ont des boucliers et des casques. Mais on passe et l'action continue dans la joie et la bonne humeur bien que certains militants, lassés, s'en soient allés. C'est vers 17 h 30 que tout a basculé : le commissaire, assez embêté, nous explique qu'il doit évacuer. Les négociations débutent mais les flics chargent tout de suite par la porte arrière. Certains tentent de résister. Nous n'étions plus qu'une centaine face à 200 CRS équipés, c'était mal engagé. L'affaire aurait pu se terminer sur une évacua-



Six ans après, ou l'éternel combat

tion, mais un militant du DAL, énervé, s'est sévèrement enueulé avec les flics qui, eux aussi bien échauffés, ont tenté de rassembler tout le monde (il faut savoir que certaines familles avaient leurs enfants). Quelques-uns ont réussi à sortir de l'encerclement policier, les autres se sont fait gazer et pousser jusqu'à la place de la Nation.

Voilà la réponse du gouvernement à ceux qui ne demandent qu'un peu de justice.

Pierre

Souscription Fédération libertaire argentine

Etat au 7 février 2002
(sommes en euros)

Stéphane G. (56) : 30,49
Groupe Claaaash : 20,00
Groupe Nada (83) : 45,00
Raymond C. : 5,00
Groupe la Vache-noire (71) : 60,00
Jacques R. (76) : 15,00

Hervé R. (44) : 80,00
Olivier F. (69) : 30,49
L (18) : 23,00
Philippe H. (67) : 30,00
Olga B. (34) : 40,00
Serge A. (78) : 100,00
Michel O. (32) : 10,00
André F. (56) : 8,00
Jean L. (75) : 4,00

Sophie P. (69) : 20,00
Pierre B. (33) : 40,00
Françoise / Jean S. (33) : 100,00
Christian C. (33) : 5,00
Isabelle C. (33) : 10,00
Concert de soutien (groupe Emma-Goldman) : 420,24
Total : 1096,22 €

Crise de foi

L'Eglise au-dessus des lois : silence, on viole

LE PAPE a écrit dans son texte, *motu proprio*, que la Congrégation pour la doctrine de la foi devait être mise au courant par les évêques de toutes les histoires concernant « les fautes graves contre les sacrements et les mœurs », commis par un membre du clergé. Concrètement, cela signifie que quand un curé avoue lors d'une confession qu'il a abusé d'un enfant, l'évêque ne l'invite pas à se dénoncer ou ne le dénonce pas, mais informe la Congrégation pour la doctrine de la foi, qui décidera « si le dossier doit être traité au niveau local ou par ses propres services ». En résumé, silence et bouches cousues : on lave le linge sale en famille. À l'heure où le pape veut imposer à tous ses vus contre le divorce qui ne trouve aucune excuse à ses yeux, il est étonnant de voir ce même pape cautionner et défendre des curés pédophiles, des violeurs d'enfants. Mais il vrai que l'Eglise n'est pas à une contradiction prête. Cela aussi doit nous faire réfléchir sur le caractère ultracentralisateur et antidémocratique de l'Eglise : en effet, la Congrégation pour la doctrine de la foi prend de plus en plus de pouvoir, limitant (de plus en plus) la marge de manœuvre des évêques. Or, cette Congrégation est dirigée par les proches de l'Opus Dei (organisation

sectaire et réactionnaire), il s'agit, au sein même de l'Eglise de lutter et de faire taire les courants plus « progressistes ». On peut parler, d'une nouvelle inquisition : les évêques et les curés sont surveillés et cadrés par une Congrégation qui est la seule gardienne de la vraie parole de l'Eglise. Ainsi, la Congrégation peut-elle sanctionner un curé ou un évêque, cette sanction pouvant aller jusqu'à l'excommunication. Parmi les fautes graves, il y a le fait de prier en public (concélébration) avec des pasteurs protestants, ne mélangeons pas la vraie Eglise avec des courants hérétiques. Le viol du secret de la confession est passible aussi de l'excommunication : le curé pédophile peut donc dormir tranquille. Rappelons que lorsqu'un enfant, un être humain est violé, torturé et que l'on ne fait rien cela est considéré juridiquement comme une complicité. Mais au niveau de la morale il y a encore moins d'excuse, surtout quand on prétend être moraliste. Enfin, notons en conclusion, que pour l'Eglise le viol n'est pas plus grave que de prier avec un protestant : il s'agit d'une même faute « grave » avec, comme c'est bizarre, plus de compréhension envers le curé pédophile « qui aimait tant les enfants ».

Régis Boussières

cible l'hôpital public Mignot du Chesnay, après ses actions sur des cliniques privées à Paris : cliniques Jeanne-d'Arc, Ordener, etc.

En quelque sorte ils passaient à un échelon supérieur dans le choix de leur cible en s'attaquant cette fois au domaine public et laïque. Bien entendu avec toujours le même objectif, perturber le personnel soignant, culpabiliser les personnes venant consulter, violences donc psychologiques mais aussi souvent physiques, occupation et casse de blocs opératoires. A quand l'homicide

sur les médecins pratiquant l'IVG comme aux États-Unis ?

En réaction les Amis du chat

noir turbulent

CELA AURAIT PU être un mauvais titre de polar, malheureusement ceci représente bien une certaine réalité politique à Versailles, ville que l'on connaît pour son château mais moins par la présence de ses églises traditionalistes, paroisse Notre-Dame-des-Armées par exemple, et de son passé historique peu glorieux, camps de l'Orangerie ou de Satory que l'on ne présentera plus aux commandants détenus et fusillés à cet endroit.

Tout d'abord un retour succinct sur les événements du 27 janvier et du 9 mars 1996. Le FN, la ligue pour la vie, SOS tout-petits (associations intégristes dont leur mentor Xavier Dor a défrayé plus d'une fois la chronique nationale ou locale) avaient pris comme

Tout cela démontre bien la volonté de certains juges de ne point sévir face à quelques associations dont l'esprit et les actes violents ne sont pourtant plus à démontrer. Mais celles-ci ne sont pas sans appuis politiques et financiers (Opus Dei, représentants de la droite traditionnelle, Mme Boutin par exemple). Par contre les mêmes juges n'hésitent pas à criminaliser diverses organisations engagées dans les mouvements sociaux. Ce fut concrètement le cas à la vue des jugements du tribunal de Versailles du 2 juin 1996, où les peines des inculpés côté ACNT furent deux fois plus sévères par l'importance des amendes et des condamnations à des peines de prison avec sursis.

Malgré tout, doit-on laisser le droit des femmes à disposer librement de leur corps bafoué par des organisations intégristes ? Les Amis du chat noir turbulent de Saint-Quentin-en-Yvelines, les syndicats CNT 78, les syndicats CADAC décidèrent d'organiser des contre-manifestation sur ces deux journées du 27 janvier et 9 mars 1996. La confrontation ne fut pas sans heurts, avec son cortège de blessés, d'interpellations et de condamnations. Suite à ces événements, le préfet décida d'interdire tout rassemblement à moins de 500 mètres de tout équipement hospitalier. Aujourd'hui ces associations intégristes, représentant des églises traditionalistes ou des partis fascistes, remettent le couvert, rassemblement quotidien devant l'hôpital Mignot depuis le début de l'année 2002, grâce à la réussite de leur recours au tribunal administratif annulant le décret préfectoral.

Rendez-vous est donc donné à 13 h 30 le 9 mars 2002 devant l'hôpital Mignot pour se rendre ensuite sur la préfecture de Versailles.

Laurent

ACNT, groupe libertaire de Chartres



À la petite semaine

Identité

EN INDE NON PLUS, où se côtoient sans heurts l'extrême misère et l'arme nucléaire, on ne plaisante pas avec l'appartenance communautaire. Hindous et musulmans, comme hier hindous et sikhs, se massacrent à leur tour allègrement. En Indonésie, au Pakistan, au Cachemire, en Irlande, au Moyen-Orient ou ailleurs, l'étiquetage, le marquage, l'estampillage des individus fait s'entasser les cadavres par milliers, car rien ne s'oppose davantage à l'identité religieuse d'un groupe que celle du groupe religieux voisin. Partout, ce besoin de vivre par procuration dans le troupeau identitaire fait des ravages. Et quand elle n'est pas de nature divine, la fibre communautaire se veut nationale, ou les deux à la fois, et conduit, pour les mêmes raisons imbéciles, à la même cruauté, à la même bestialité, tant le patriote n'a de pire ennemi que le patriote voisin.

Au Pays basque, où sévit une violence identitaire inouïe, mélange exécrable de nationalisme, de sous-marxisme et d'eau bénite, des dizaines de milliers de personnes, lassées de vivre dans une terreur latente ou explosive, viennent de manifester leur écœurement derrière une banderole unique, avec cette formule magnifique de cette devise hautement libertaire par ceux qui préfèrent l'humain et la vie au sanglant repli clanique et identitaire. Il va désormais leur falloir trouver un slogan bien musclé pour y répondre et justifier les tueries à venir. Pourquoi pas « Debors l'humanité ! » ou, mieux encore, « Viva la muerte ! » ?

Floréal

le monde libertaire

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente à l'Internationale des fédérations anarchistes

Supplément au n° 1271
7 au 13 mars 2002

Gratuit

ISSN 0026-9433

Puisque élection rime avec illusion il reste la lutte et... l'abstention

L'ABSTENTIONNISME est la conséquence logique, rigoureuse, inéluctable des principes sur lesquels reposent les données fondamentales de l'anarchisme. Nous sommes favorables à une transformation radicale de la société, c'est à dire à l'accomplissement de changements réels et en profondeur et, dans le même temps, nous nous opposons à toute délégation de pouvoir, à tout abandon de notre souveraineté individuelle.

Nous nous considérons comme des acteurs de nos vies et non comme des spectateurs. En vérité, notre abstentionnisme est le refus très net d'entretenir toute illusion. L'abstentionnisme anarchiste n'est pas une attitude de circonstance !

Aux antipodes de l'apolitisme, de l'anti-parlementarisme de droite ainsi que de l'opportunisme propre aux partis de gauche, ce refus de l'électoratisme s'accompagne d'un engagement jamais démenti au cœur des luttes sociales.

L'abstentionnisme anarchiste n'est pas une forme d'opportunisme et encore moins un désintérêt face aux conditions déplorables réservées aux chômeurs, précaires, exclu(e)s et salarié(e)s, des catégories qui mènent leurs propres luttes pour améliorer leurs conditions.

Le refus de participer aux élections ne peut être considéré comme un acte passif, dès lors qu'il s'accompagne d'une prise de conscience des difficultés liées à l'agencement inégalitaire de la société d'exploitation. Par ailleurs, il conduit les individus conscients, à s'engager résolument sur la voie de la révolution sociale, ...directement ou si vous préférez : sans aucun intermédiaire !

L'abstentionnisme est, avec l'antiétatisme et la lutte contre l'autorité, un des traits majeurs de l'idéologie anarchiste. C'est le clivage essentiel entre nos conceptions de la lutte sociale et politique et celle des autres courants se réclamant du socialisme, même si ces derniers s'affublent des divers épithètes : « révolutionnaires », « réformistes » ou « gradualistes »...

Un clivage qui fut à l'origine de la scission au sein de la Première Internationale et, dès

1896, de la division entre les courants socialistes et anarchistes.

D'un côté, et cela était valable hier comme aujourd'hui, la pratique réformiste et électoraliste s'est accommodée d'une participation gouvernementale et d'une gestion de « gauche » du capital. De l'autre, l'action directe des masses s'est proposée comme but : la destruction du pouvoir étatique et l'éradication de l'exploitation capitaliste.

Nous pouvons affirmer que l'abstentionnisme que nous prônons est l'expression d'une réelle volonté de classe comparée à l'interclassisme qui est la réalité des isoloirs et des urnes.

Notre avons toujours lutté en faveur de l'abolition de l'État et du rejet des institutions libérales en tant qu'instruments de domination politique et d'oppression sociale.

L'histoire du mouvement ouvrier nous renseigne utilement sur l'attitude de tous les courants qui ont entretenu, à dessein, la mystification électoraliste : celle qui tend à faire croire que les élections peuvent aider à corriger, de manière graduelle, les bases inégalitaires et hiérarchisées de la société d'aliénation.

D'autres courants entretiennent une autre mystification, opportuniste celle-là, qui utilise les résultats électoraux à des fins dites « révolutionnaires ». Deux types de mystifications qui sapent la combativité des exclus, des opprimés et des travailleurs.

Depuis 1981, la preuve nous a été fournie, de manière formelle, que l'électoratisme conduit à l'impasse. Les divers programmes de gestion de gauche du capital n'ont absolument pas fait reculer la misère, les inégalités, les hiérarchies etc. Mieux, les dysfonctionnements sociétaires sont allés en s'amplifiant !

Les partis de gauche comme les partis de droite s'attachent à gérer la société telle qu'elle est... Ils ne tiennent pas à la changer ! Tout au plus s'emploient-ils à en modifier, superficiellement, les traits les plus durs afin de faire avaler l'amère pilule des privations et de l'exploitation au plus grand nombre.

D'autres, malgré cette réalité, continuent à défendre l'électoratisme.

Ils font, nous disent-ils, un vote sans illusion (?), un vote « contre », un vote « sanction », un vote « barrage », un vote « autrement »... Quelques fois un vote « blanc ». Mais à coup sûr il s'agit toujours d'un vote : le vote quand même !

Il s'agit, là encore, de l'illusion toute réformiste (une sorte d'opium du peuple) qui entretient la croyance du changement sans luttes ou par le biais du suffrage... Une pratique qui nourrit le système en place et qui sert des exclus, des chômeurs et des travailleurs comme d'une vulgaire masse de manœuvre « électorale ».

Certains nous demandent aujourd'hui d'aller voter comme, jadis encore, les gouvernants s'employaient à nous convaincre de partir à la guerre :

Pour la « bonne cause », pour « la der des der », sans même nous obliger à « y croire vraiment ».

Nous savons que les luttes sociales se mènent en dehors des allées du pouvoir étatique et contre lui. C'est même la condition de leur réussite.

Nous savons aussi que nous ne pouvons rien attendre d'un changement de personnel politique.

Notre refus d'aller voter s'accompagne donc de la mise en œuvre d'un processus d'action directe, pour l'ensemble des acteurs conscients de la nécessité de changements radicaux. L'action directe, c'est à dire :

- la mise en perspective de réflexions et actions susceptibles d'affaiblir le système inégalitaire et de profits...

- La prise en main des luttes, l'occupation des lieux de contestation et de vie, par les intéressés eux-mêmes.

Fondamentalement nous exprimons là les prémisses d'une démarche et d'une pratique autogestionnaire.

Notre abstentionnisme nous l'avons dit, n'a rien de circonstanciel. En fait, il incarne une chance véritable, et probablement la seule, d'approcher la révolution sociale et la société future, égalitaire et communiste libertaire.



Notre refus de voter trouve sa raison d'être dans l'analyse historique du rôle néfaste et contre-révolutionnaire de l'électoratisme, du système bourgeois et du Parlement.

Il est, par essence, le refus de la délégation de pouvoir en faveur d'une chambre, d'un État, d'un parti, d'une avant-garde ou d'un sauveur, fut-il suprême !

Si nous refusons de voter dès maintenant, c'est pour que les individus soient acteurs dans la société future, telle que nous l'envisageons. Une société dans laquelle il pourront décider souverainement et solidairement.

L'action directe des individus et des masses devient, de ce fait, la seule alternative crédible à tous les renoncements politiques.

Edward
groupe Puig-Antich

1 Ces derniers, dès cette époque, vont s'engager sur la voie du parlementarisme et de la politique politicienne.

2 Le mouvement anarchiste va, dès la fin du XIX^e siècle, s'engager dans la lutte sociale, notamment au sein du mouvement syndicaliste révolutionnaire des origines (création de la CGT en 1895).

3 Une précision est ici nécessaire. Si le refus de l'électoratisme nous conduit à rejeter tous les acteurs « politiques » - de l'extrême droite à l'extrême gauche - qui le légitiment et le nourrissent par le biais de leur participation... Il nous conduit, de la même manière, à stigmatiser le vote « blanc ».

En effet ce type de participation revient à sacrifier le système lui-même en laissant penser que, malgré l'absence de tout(e) candidat(e) susceptible de représenter vraiment un « citoyen » lambda, ce dernier se déplace pour accomplir son devoir !

Et, qui plus est, au sortir de l'isoloir cet électeur s'adonne au même rituel, qui consiste à déposer consciencieusement une enveloppe dans une urne, laissant penser qu'il a désigné un(e) des candidat(e)s (c'est à dire toutes et tous à la fois)... Lui qui n'en reconnaissait aucun(e) !

Meeting le 12 avril à Paris, à l'Ageca - 177, rue de Charonne

Agir...

Elections, pas question !

LES ANARCHISTES s'opposent aux élections. Ils ne sont pourtant ni irresponsables ni antidémocratiques.

Comme tous les sept ans, bientôt tous les cinq, le grand cirque électoral commence. Contrairement aux autres partis, nous, anarchistes nous y opposons. Pourquoi ?

Système de vote... à deux vitesses

D'abord nous pensons (et nos affirmations sont vérifiées au quotidien) que le jeu électoral, ne saurait résoudre nos problèmes. Voter un peu c'est abdiquer beaucoup ! Nous refusons de reproduire un acte d'abandon de souveraineté : en l'occurrence voter... Nous croyons également que les scrutins peuvent être influencés par l'argent. La propagande diffusée par la classe politique de gauche, toutes tendances confondues, propagande relayée le plus souvent par les médias, voire les associations dites « citoyennes », s'emploie à dénoncer notre abstentionnisme comme étant de nature à favoriser le Front national. Il est bon de montrer et de démontrer qu'historiquement, sociologiquement et même culturellement, l'électoratisme conduit, par le jeu des alliances et des rapports de force inhérents à ce système, à une impasse : l'avènement du totalitarisme politique. Ajoutons que le fascisme, des fascismes, se nourrissent de l'arithmétique politicienne

tout en s'appuyant sur les déséquilibres sociaux. Mais attention pas question pour autant d'abandonner toute politique. Nous sommes aux côtés de toutes celles et tous ceux qui se battent pour un monde plus juste et libre. Nous prôtons simplement d'autres formes de lutte.

Peut-on s'allier avec les électoralistes ?

La foi dans les institutions parlementaires lorsqu'on a derrière soi la majorité de la nation, est fermement critiquée par les anarchistes. Elle signifie inévitablement la conclusion d'un « pacte politique » entre des partis électoralistes recherchant le pouvoir – et non une véritable alternative – et, les révolutionnaires, désirant changer radicalement la société. Or, pouvoir et exploitation sont inéluctablement liés. Les États, quels qu'ils soient, fonctionnent selon le principe de la substitution de pouvoir, c'est-à-dire qu'ils canalisent dans un nombre de mains réduit, au nom de la société civile, la légitimité de celle-ci. La majorité de la population ne peut donc avoir qu'une souveraineté plus ou moins fictive.

Droite/gauche même combat

Comme nous l'avons dit la droite et la gauche, ont entamé, leurs campagnes électorales respectives. Déjà Chirac nous a ressorti sa fracture



social... Tous parlent de la loi du marché de la nécessité de la mondialisation. Certains prétendent vouloir « un capitalisme à visage humain » à l'aide d'une taxe ou d'institutions, d'autres encensent la liberté d'entreprise ou déclarent lui être opposés sans proposer de véritables alternatives. Un autre cheval de bataille est le « sécuritaire ». A cette occasion droite et gauche ont repris les vieux discours populistes et réactionnaires, promettant de « dresser » la jungle des banlieues, d'augmenter les effectifs de la police (la grogne des flics est tombé à pic). Ils profitent de l'occasion pour développer tout un arsenal répressif (LSQ...). Elles sont bien oubliées les promesses de régularisation des sans papiers ! Le vent a tourné, les candidats aussi ! Exceptés les fachos, égaux à eux-mêmes dans leur connerie (Mégret a promis de réprimer les « talibans de banlieues »), la similitude des discours est frappante. Pas un mot sur les licenciements, alors que la loi, pourtant bien timide a été censurée par le conseil constitutionnel. Tout ceci nous prouve bien que les élus, de gauche comme de droite, changent de discours d'une élection sur l'autre, adoptant le meilleur sujet pour avoir des voix et, non le plus utile, ou le plus urgent.

tralisé et fort, seul capable d'assujettir des millions de personnes à leur exploitation.

Révocabilité et autogestion

Révocabilité, ce mot magique, signifie que les élus ne seront plus en place pour une durée fixe, mais pourront être destitués par le peuple (le MEDEF sera content, on est d'accord pour licencier !). Mais, me direz-vous, nous ne pouvons pas faire une élection législative tous les trois mois. C'est pour cela que les libertaires pensent qu'il faut fonctionner sur la base de l'autogestion, c'est à dire que les problèmes de la communauté se résoudreont lors d'assemblées renouvelées régulièrement. Pas besoin de lois ni de règlements inadaptés et arbitraires. Toutes les décisions sont prises collectivement et directement par les habitants. Enfin l'assemblée, composée des membres de la communauté, pourra délivrer des mandats.

géographique ou démographique elles seront plus ou moins fortes dans tels ou tels domaines, mais, bien que toutes différentes, elles resteront toutes égales. C'est cela le fédéralisme.

L'anti-étatisme pilier de l'anarchisme

Pour les anarchistes, l'État est une machine oppressive. En effet, il est composé d'une lourde bureaucratie, et sert la classe dirigeante. Tout comme le peuple russe en 1917, nous voulons des assemblées de quartiers, composées des habitants et non des centaines de ministères, de commissions parlementaires, de sénats et autres cirques dégénérés, dénués d'un quelconque trait populaire, corrompus, et incontrôlables. Nous voulons la possibilité pour les individus de se regrouper dans des comités de quartiers, d'usines, de villages, ou dans des lieux culturels. Nous ne voulons pas d'élus essayant à tout prix de



Fiction de la représentation

La démocratie représentative repose sur la fiction du règne de la volonté populaire, exprimée par de soi-disants représentants de la volonté du peuple. Ainsi permet-elle de réunir les deux conditions indispensables à l'économie capitaliste : la centralisation de l'État et la soumission de la souveraineté du peuple à la minorité régnante. En effet, dans ce type de démocratie, le peuple élit des personnes censées le représenter. Le candidat fait moult promesses à ses électeurs, sur le thème du moment (aujourd'hui le sécuritaire), qu'il ne tiendra pas. Une fois en place, il échappe à notre contrôle pour la durée de son mandat ! Il va profiter du pouvoir pour ramasser de l'argent par le biais de la corruption. Une raison de plus pour résoudre nos problèmes nous-mêmes ! Nous pouvons constater que les élus se laissent, à loisirs, dicter leurs conduites par les grands patrons (PARE, loi sur les retraites, exonérations fiscales...). A cela plusieurs solutions existent, la révocabilité entre autres. La véritable fonction de la démocratie représentative n'est pas tant de garantir la liberté des citoyens que de créer les conditions favorables au développement de la production capitaliste, qui exigent un appareil d'État cen-

Les mandats : un système de vote anarchiste

En quoi consiste un mandat ? Il s'agit, tout simplement, de charger quelqu'un – qui s'est proposé spontanément – de résoudre une tâche précise pour la communauté. C'est l'assemblée qui attribue ce mandat par vote. Dès sa fin, le mandat n'a plus lieu d'être et perd toute valeur. Il est révocable et par-là même renouvelable. Le travail du mandaté peut-être critiqué et contrôlé. Ajoutons qu'un mandat ne donne absolument aucun pouvoir sur les autres.

garder leurs pouvoirs, mais des personnes gérant, elles-mêmes, et ensemble leurs problèmes.

Nous refusons aux dirigeants des pays riches, le droit de piller les pauvres (encore et toujours plus), au besoin en unissant leurs efforts.

Nous militons pour plus de solidarité entre des individus organisés de façon non hiérarchisée.

Et, si nous désirons la destruction de l'État, ce n'est pas pour le remplacer par pire, comme le voudrait le MEDEF... à savoir la dictature des entreprises.

En guise de conclusion

J'entends déjà des voix me disant, tout cela est bien beau, mais fort abstrait, et carrément utopiste. Et bien non. Nous avons derrière nous les expériences de la Commune de Paris (1871), des soviets de la révolution russe (1917), la maknovtchina (1919/1921), de la Révolution espagnole (1936/1939). De façon beaucoup moins célèbre, nous avons l'expérience de cent ans de militantisme dans une organisation qui fonctionne en anarchie : la Fédération anarchiste.

Pierre
CLAAAAAASH

Directeur de publication : Jacques Toublet
Commission paritaire n° 0906 I 80740 – Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay)
Dépôt légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 – Routage 205 – Hebdo 1
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde libertaire

Rédaction – Administration :
145, rue Amélot, 75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Tarif	France	Sous pli fermé France	Étranger
3 mois 13 n°	20 €	32 €	27 €
6 mois 25 n°	38 €	61 €	46 €
1 an 45 n°	61 €	99 €	77 €

Abonnement de soutien : 76 €

Abonnement étranger : les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe bancaire exorbitante (plus de 1,5 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèque postal (CCP).

Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement)

(En lettres capitales)
NOM Prénom.....
Adresse
Code postal Ville.....
Pays

Chèque postal Chèque bancaire
 Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

Transports gratuits : le mouvement gagne

ÉCONOMIQUEMENT fiable, socialement juste, écologiquement indispensable, la gratuité des transports collectifs est une revendication que les pouvoirs publics ne pourront pas longtemps ignorer. Point de convergence d'impréatifs aussi divers que ceux d'entière application du droit à la liberté de circulation, de réappropriation de l'espace public, d'urbanisme à visage humain, de cohérence gestionnaire, notre lutte représente aussi une remise en question du rapport marchand, une invitation à repenser la problématique usagers/services publics.

Par ailleurs, cette lutte se veut pragmatique : née de constatations simples, telle que le faible poids de la billetterie dans le budget des transports collectifs, la lourdeur des investissements inhérents au système payant, les sommes colossales dégagées pour l'entretien et le développement du réseau routier, elle prétend avant tout viser les disparités constatées en matière de déplacement. Entre le cadre circulant en voiture de fonction sur une artère payée par le contribuable lambda, et le éréviste contraint de régler un billet plein tarif, l'inégalité est la règle. Or, la gratuité demeure notre meilleur outil quand l'objectif est de rétablir une égalité de fait.

Dans le même ordre d'idée, n'oublions pas que la plupart des trajets que nous effectuons restent liés au travail. Les principaux bénéficiaires des transports publics étant nos employeurs, il semblerait logique qu'ils participent aux frais, bien au-delà du classique remboursement à cinquante pour cent. De ces différents paramètres (dont le moindre n'est pas le coût écologique de l'option tout-automobile), il ressort que l'instauration, à court terme, de la gratuité dans les transports, rapporterait plus que ne coûte l'actuel système payant.

Certains villes ont d'ores et déjà fait le pari de la gratuité : toutes s'en félicitent. Dans de nombreuses agglomérations de grande ou de moyenne dimension, des collectifs se sont créés, et mènent des actions visant à sensibiliser les usagers au thème de la gratuité. À Paris, le RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants) organise régulièrement des opérations « portes ouvertes », permettant, durant quelques heures, d'assurer concrètement la gratuité de l'accès à une partie du réseau. Ce collectif mène également des actions contre la vidéosurveillance, la criminalisation de la fraude, ou d'autres aspects spécifiques.

Pratique originale et revendication sociale pertinente, la lutte pour le libre accès aux transports collectifs est immanquablement appelée à se développer dans les mois, les années qui viennent. À chacun d'y participer, de la mener à sa manière, de la nourrir de ses expériences.

Frédéric

Agir au lieu d'élire

« A G I R A U L I E U D ' É L I R E » n'est pas uniquement un slogan. C'est aussi, et avant tout, la motivation profonde, militante, qui nous anime quand il s'agit de participer directement à l'agencement de nos vies.

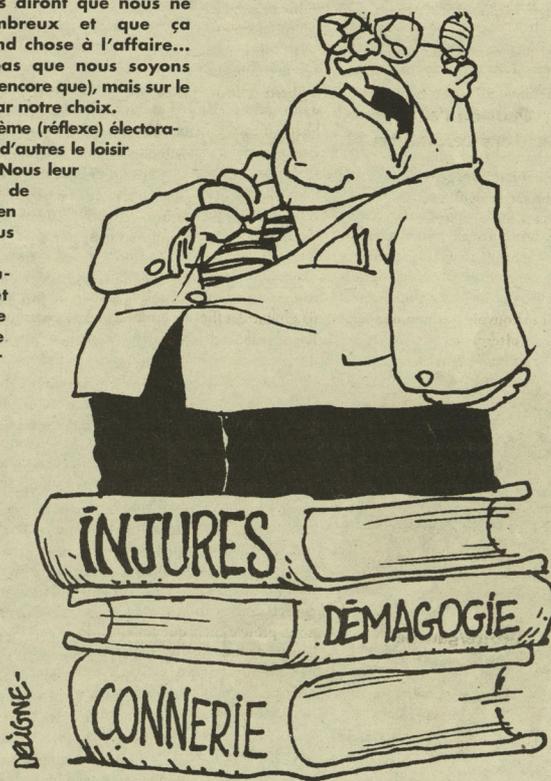
Bien sur, certains diront que nous ne sommes pas nombreux et que ça ne change pas grand chose à l'affaire... Ils ont tort. Non pas que nous soyons tellement nombreux (encore que), mais sur le changement opéré par notre choix.

En refusant le système (réflexe) électoraliste, nous refusons à d'autres le loisir de nous représenter. Nous leur refusons le « droit » de parler à notre place, en tous temps et en tous lieux.

Nous leur refusons la légitimité et son corollaire, le pouvoir, que le simple acte de voter leur attribue !

Nous reprenons à notre compte l'idée simple et généreuse que la démocratie directe supplante toute autre forme de démocratie (représentative, bourgeoise, socialiste, participative, citoyenne...), dès lors qu'elle nous offre le droit de choisir directement et nous impose le devoir de lutter tout aussi directement.

Action et démocratie directes sont les deux jambes d'un peuple qui se remet à marcher et se remet à penser un monde meilleur.



Sang contaminé, vache folle, nucléaire, OGM, risques industriels... La démocratie c'est vraiment du bidon !

APRÈS l'énorme explosion de l'usine AZF de Toulouse le 21 septembre dernier, passé le colère des premiers jours, les habitants de la ville rose ont pu mesurer combien il est imprudent de laisser aux politiciens de tous bords le pouvoir d'organiser la vie de la cité.

En effet une étude de danger publiée par la DRIRE le 27 novembre, soit plus de deux mois après la catastrophe, est venu confirmer ce dont beaucoup d'entre nous savaient déjà : les habitants de l'agglomération sont en danger de mort permanent. Les usines du pôle chimique et en particulier la SNPE stockent, produisent et font transiter des substances hautement toxiques en plein cœur de la capitale de la région Midi-Pyrénées. Les milliers de tonnes d'ammoniac, de phosgène et autres produits dangereux fabriqués, stockés et manipulés au sud de la ville sont susceptibles d'engendrer en cas de fuite des effets mortels sur les habitant(e)s dans un rayon d'au moins dix kilomètres autour du site qui a explosé le 21 septembre dernier ! (Les modèles de simulation utilisés ne permettent pas d'évaluer ce qui

se passerait au delà...). Le périphérique toulousain passe à 100 mètres du cratère de 50 mètres de diamètre creusé par l'explosion !

On ne nous fera pas croire que les industriels, les pouvoirs publics et les élus ignoraient le danger qu'ils faisaient courir à la population en autorisant la construction de logements près du site et en encourageant l'extension des activités du pôle chimique.

C'est toujours la même chanson, dans une société orientée vers la recherche permanente du profit, l'État et les pouvoirs publics se chargent d'organiser nos vies pour faire tourner la machine à produire. Et tant pis s'il faut prendre des risques : en face du risque il y a les bénéfices des industriels et des actionnaires, il y a le PIB. Voilà ce qui justifie que l'on ait fini d'écouler les stocks de sang contaminé ou de farines animales. Voilà ce qui autorise notre démocratie à nous imposer le nucléaire, les OGM et le risque industriel.

La grande messe électorale bat son plein et Toulouse voit défilier tous les candidats sur les ruines d'AZF : déclarations creuses, récupération politicienne voilà la soupe qui nous

est servie. Pendant ce temps pas un élu, pas un responsable ne prendra de décision quand à l'avenir du site. Des débats « démocratiques » bidons sont même organisés pour faire croire au gens que ce sont les citoyens qui décident.

De nombreux Toulousains et Toulousaines ont bien compris qu'ils ne pouvaient compter que sur eux-mêmes s'ils souhaitent décider de leur avenir. Regroupés en collectifs, ils et elles s'organisent et agissent pour ne plus subir passivement. La lutte sera longue tant il est vrai que les questions qui sont posées remettent en cause en profondeur toute l'organisation de la société. Ce n'est assurément pas au fond des urnes électorales que nous pourrions prendre en main notre avenir. Si nous voulons nous construire d'autres futurs que celui de la mort industrielle, nous n'avons pas d'autre choix que d'agir au lieu d'élire ! Plus jamais ça, ni ici ni ailleurs !

groupe Albert-Camus
Fédération anarchiste, Toulouse

La FA aux côtés des sans-papiers de Perpignan

TRÈS TÔT INVESTIE dans la lutte engagée par les sans-papiers, la FA perpignanaise s'est référée à trois grands principes : une constante reprise des analyses et des propositions anarchistes ; le fait de privilégier la présence physique réelle à la production des discours partisans et politiques ; une position claire et responsable favorisant la finalité de la lutte : la régularisation de tous les sans-papiers.

Ainsi, nous avons pu dénoncer l'agencement des flux migratoires au profit exclusif des tenants d'un capitalisme sauvage et agressif. Nous avons constamment revendiqué la liberté de circulation pour les personnes ainsi que la possibilité de vivre et de s'installer là où elles le désirent, sans considération de frontières !

Nous avons dénoncé la « république » qui s'accommode de mythes et de droits « fausement égalitaires », constamment démentis et bafoués au nom de la raison d'État ou de la raison des institutions économiques et financières.

Mais par dessus tout c'est l'auto-organisation de la lutte et l'action directe des acteurs de celle-ci qui nous ont permis d'atteindre les buts que nous nous étions toutes et tous fixés en commun.

Toutes les assemblées générales furent souveraines et fonctionnèrent à l'unanimité – principe libertaire incontestable – et permirent ainsi à la lutte, de garder son caractère unitaire, hors des errances « politiciennes ». Ce mode de fonctionnement a mis en valeur la réelle capacité des sans-papiers à la gestion « libertaire » de leur lutte... Toutes les décisions se prirent collectivement après de réels débats.

La FA perpignanaise n'a jamais, au cours de la lutte, tourné le dos à ses responsabilités militantes au sein du Comité de soutien, participant à toutes les actions, y compris celles menées vers la Préfecture : dépôts des dossiers ; venue de Quinqueton (rédacteur de la circulaire « Chevènement », en août 99. Des péripéties qui ne nous effrayèrent pas, dès lors qu'elles permirent à l'ensemble des personnes qui luttaient aux côtés des sans-papiers de voir très nettement les limites des démarches politiciennes, réformistes et administratives.

Du reste nos analyses et nos positions concernant la lutte contre l'État ne varient pas d'un iota et l'action directe n'en est sortie que renforcée, revivifiée...

Nous avons pu gagner et obtenir la régularisation de nos 43 compagnons du Collectif, sans nous en remettre aux politiciens, en luttant au quotidien.

groupe Puig-Antich de la FA
Perpignan, mars 2002

Agir au lieu d'élire

Mondialisation

« **L**A mondialisation néolibérale » est une sphère sans politique sur laquelle les problèmes ne sont perçus que comme des données de pure gestion, où les choses et les personnes sont gérées de la même façon.

L'individualisme, au nom de la liberté individuelle, est un des fondements sur lequel la « mondialisation néolibérale » prend assise.

Au contraire de la solidarité, l'assistance coercitive se fonde sur le principe de l'individualisme, qui sépare les hommes et les agglutine en une masse informe.

La manipulation des masses n'a de prise que sur l'isolement et la sérialisation des êtres humains. Là où seul prime l'intérêt personnel, aucune place n'est laissée à la responsabilité collective, écologique ou historique.

L'individu est contrôlé et manipulé dans le domaine de la production (le travail) mais surtout dans celui de la consommation, là où on lui fait croire qu'il exerce son libre choix.

Se développe ainsi une fausse autonomie de l'individu qui se traduit par une dépendance de la vie par rapport à l'économie, au processus d'accumulation et à la recherche aveugle du profit.

Dans ce no man's land, un nombre croissant de personnes n'ont pas la base d'une existence digne.

La répression individuelle, comme sociale, déforme l'homme, le fragmente et le prive de l'intégralité de son humanité.

La réalité est pourtant modifiable. À condition d'aller vers une émancipation sociale existentielle et non plus seulement économique ou politique.

Ce qui implique la nécessité d'une ouverture des consciences, afin que les gens s'interrogent sur la signification de leurs actes.

Ce qui exige d'être en capacité de penser et de ressentir par soi-même, donc d'apprendre à dire non au pouvoir.

Ce qui signifie prendre le risque de la désobéissance, donc de la liberté. Puisque la désobéissance est la condition de liberté et la liberté celle de la désobéissance.

Didier Aresi



Débat sur l'insécurité : menace sur nos libertés

OUI, l'insécurité va encore être le principal thème de débat des prochaines échéances électorales. Le 11 septembre n'aura qu'amplifié ce phénomène. Et pour cause ; changer de société par les urnes est une gageure que les politicards n'essaient même plus de nous faire gober. Il faut donc bien, quand on a renoncé à réduire les inégalités, trouver une façon de gérer la misère et son lot inévitable de déviances, de folie, de délinquance, de haine aveugle et aussi de saines révoltes. Dans un contexte où les inégalités se creusent, attiser le sentiment d'insécurité permet aussi à l'État de se donner une justification (protéger les braves gens) dont on peut être nombreux à douter.

Les puissants ont fait leur choix, appuyés par une propagande médiatique écœurante : criminaliser la misère et placer la population sous un contrôle social de plus en plus important à coup de construction de prisons, d'arrêtés antimendicité, de connexion de fichiers informatiques, de vidéosurveillance, de flicages de nos rues en se servant de l'alibi « lutte contre l'insécurité ». Et si vous protestez, c'est que vous avez quelque chose à vous reprocher !

La loi dite de « sécurité quotidienne » votée dans la foulée du 11 septembre s'inscrit dans cette dynamique. Son caractère liberticide est effrayant ; elle fait de tous et toutes des suspects permanents. L'ampleur de cette offensive nécessite une riposte.

Informé des risques encourus pour nos libertés est une étape nécessaire. Lutter directement contre la mise en place de ces politiques sécuritaires participe à cette résistance. C'est par exemple ce que font actuellement nos camarades du Gard en s'opposant à la mise en place d'arrêtés anti-mendicité sur la ville de Nîmes, ou divers collectifs qui luttent contre la vidéosurveillance.

Enfin, rappelons que ces luttes ne doivent pas être déconnectées de la problématique du partage des richesses car le sentiment d'insécurité est intimement lié à la montée des inégalités. Et ça on va pas le changer en votant !

G.B.

groupe Un Autre Futur
Montpellier



Femmes et pouvoir

AU FIL DU TEMPS, la signification des mots évolue. Il en est ainsi par exemple du mot « démocrate ». Au masculin comme au féminin.

Chacun et chacune connaît sans doute l'ancien sens de ce mot. Aujourd'hui, il aurait plutôt celui de « démagogue ». Au féminin comme au masculin.

En effet, la marotte – relativement – récente de nos chers et chères démocrates nous a mises dans l'injonction, nous les femmes, de faire dorénavant comme les hommes : participer au cirque électoral. La fameuse parité.

Depuis maintenant un peu plus d'un demi-siècle, nous avons le droit de voter. Maintenant, nous avons officiellement le droit au pouvoir.

Et les hommes n'ayant pas l'apanage de la connerie – ce serait quand même beaucoup trop simple – il se trouve nombre de leurs consœurs pour tomber dans le panneau... électoral, en plus de celles qui nourrissent de vraies ambitions de carrière politique, évidemment.

La véritable question est : qu'est-ce que cela va changer à la vie des femmes ?

Tout comme le vote en général ne change rien à la vie du citoyen, la parité accordée aux femmes ne change rien à la vie des femmes.

Que celles qui y voient une énième victoire de la lutte des femmes ouvrent bien grand leurs yeux :

– Quid des agressions et harcèlements sexuels au travail, dans la rue, à la maison ?

– Quid des discriminations salariales du fait d'être une simple femme ?

– Quid de l'image publique de la femme véhiculée par les publicités, de plus en plus affligeantes et avilissantes ?

– Quid de la prostitution en général et de celle des mineures en particulier, plutôt en hausse, elle ?

– Quid du double travail de la femme qui rentre du boulot et qui a tout à faire à la maison ?

Nous savons que notre modèle de démoc-

ratie occidentale si envié de par le monde (nous dit-on) n'est pas celui par lequel les femmes trouveront solutions à leurs maux.

Ce modèle donne aux hommes et aux femmes l'illusion de leur liberté mais ne résout en rien leur oppression au quotidien.

Certes, il est d'autres pays dans lesquels d'autres hommes et d'autres femmes croient que l'établissement d'une démocratie serait la solution parce qu'ils et elles subissent une dictature dont les effets sont sans commune mesure avec ceux que nous subissons de notre monde occidental. Quoique, rappelons-nous de Gènes, de Stockholm...

C'est bien là que réside l'illusion : une démocratie parlementaire n'est qu'un leurre de liberté.

Soyons certaines : ce sera comme pour n'importe quelle lutte (conditions de travail, emploi, meilleur cadre de vie, papiers, etc.), les femmes n'obtiendront la fin de leur oppression qu'en prenant elles-mêmes leurs affaires en main.

Le slogan « que personne ne décide pour toi » est à la mode... électorale.

Il nous convient parfaitement : pour nous, femmes anarchistes, il signifie qu'aucun politicien, qu'aucune politicienne, ne décide pour les femmes à la place des femmes.

Alors qu'une certaine Elisabeth Dmitrieff envoyée par Marx mettait en place l'union des femmes à Paris en 1871, une communarde nommée Louise Michel écrivait : « le pouvoir est maudit, c'est pour cela que je suis anarchiste ».

La formule un peu vieillotte, certes, est toujours d'actualité. Donc : pas de cirque électoral pour les femmes non plus.

Martine



Réunions publiques

9 mars : Nîmes

Le groupe Gard-Vaucluse de la FA organise une réunion publique sur le thème « Agir au lieu d'élire ». Le débat est prévu à 20 h 30, au Centre culturel Pablo Neruda de Nîmes, salle 2. Entrée libre.

12 avril : Paris

Meeting « Quelle alternative aux élections ? Agir au lieu d'élire, le délire sécuritaire... » à l'Ageca, 177, rue de Charonne, organisé par les groupes parisiens de la Fédération anarchiste.